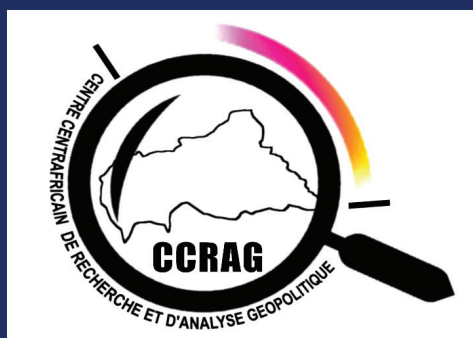
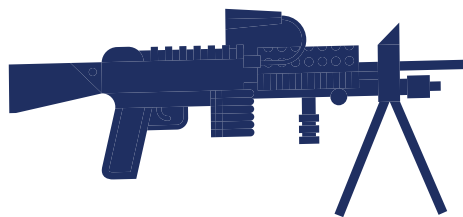


Dynamiques des groupes d'autodéfense armés du Km5

par Paul Crescent BENINGA



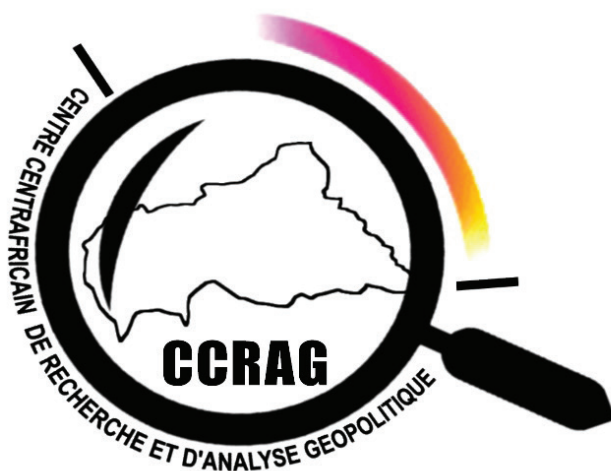
Décembre 2019



Dynamiques des groupes d'autodéfense armés du Km5

Paul Crescent BENINGA

Décembre 2019



AVANT - PROPOS

Le Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CCRAG) est né de la volonté de contribuer objectivement aux débats scientifiques et sociopolitiques sur les enjeux géopolitiques modernes et à la compréhension des différentes causes aux multiples conflits auxquels la République Centrafricaine est confrontée.

La question interconfessionnelle a été au cœur des débats qui participent de l'analyse causale des conflits armés à partir de 2012. L'émergence de cette question prend inévitablement sa source dans l'affrontement quasi-intercommunautaire dont les principaux acteurs étaient des groupes armés et des groupes d'autodéfense armés.

En effet, on a assisté en 2014 à l'émergence des groupes d'autodéfense au KM5 qui prétendaient défendre les communautés du quartier contre d'éventuelles attaques perpétrées par des anti-balaka. La persistance des tensions et des foyers d'insécurité au KM5 a conduit certains à accuser les groupes d'autodéfense d'avoir commis de nombreuses exactions qui seraient passibles d'accusation de crime contre l'humanité.

L'intérêt de cette étude est d'analyser l'évolution des groupes d'autodéfense armés du KM5. Il s'agit d'analyser le contexte sociohistorique de l'évolution de ces groupes et les logiques qui sous-tendent leur fonctionnement. Le présent rapport vise à permettre de mieux appréhender les différents points de vue autour du phénomène étudié, d'autant plus que l'appréciation que font les communautés des figures marquantes de la « résistance » oscille entre l'héroïsme et le terrorisme. C'est le cas de Niméry Matar, alias « FORCE » qui a été de son vivant un personnage très controversé et diversement apprécié.

Il convient de mentionner ici que FORCE, une des principales figures de ce rapport, est décédé après l'achèvement de notre étude. On comprendra le temps utilisé lorsqu'il s'agit de présenter FORCE ou de décrire ses faits et analyser ses actions.

Ce travail s'inscrit dans la dynamique des travaux qui participent de l'analyse et de la compréhension du phénomène d'autodéfense en situation de conflits armés dans le pays. Il ne se donne pas pour ambition de bâtir une analyse définitive, mais constitue une photographie dans une période donnée d'un phénomène en constante mutation.

Nous ne saurions conclure cet avant-propos sans remercier de manière singulière le CCFD-Terre Solidaire dont l'appui technique et financier a été très significatif dans la production de ce rapport.

SIGLES & ACRONYMES

A.E.F : Afrique Equatoriale Française

A.P.R.D : l'armée populaire pour la restauration de la démocratie

COMUC : Coordination des Organisations Musulmanes de Centrafrique

DDR : Désarmement, Démobilisation et Réinsertion

F.D.S : Force de Défense de Sécurité

FACA : Force Armée Centrafricaine

FPRC : Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique

J.I.C.A : Jeunesse Islamique de Centrafrique

M.S.F : Médecin Sans Frontière

MINUSCA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies Pour la Stabilisation en Centrafrique

MISCA : Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique

MPC : Mouvement Patriotique pour la Centrafrique

O.N.G : Organisation Non Gouvernementale

O.I.M : Organisation internationale pour les migrations

O.N.U : Organisation des Nations Unies

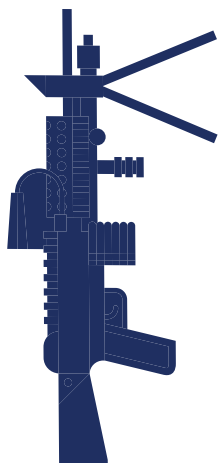
OSC : Organisation de la Société Civile

R.C.A : République Centrafricaine

RPF : Rassemblement du Peuple Français

UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

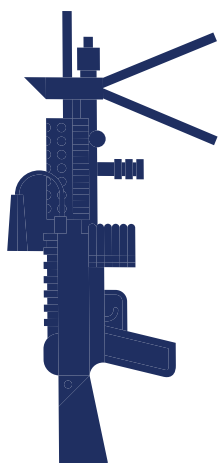
UPC : Unité pour la Paix en Centrafrique



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	5
LISTE DES SIGLES	6
INTRODUCTION	9
Chapitre I : Trajectoires sociohistoriques du phénomène d'autodéfense en R.C.A	12
I.1. Mouvements populaires ou mouvements instrumentalisés à des fins politiques ?	12
I.1.1 Les mouvements de résistance anticoloniale	12
I.1.2 Les groupes villageois d'autodéfense : expression de lutte contre les coupeurs de route et le grand banditisme rural	13
I.1.3 La (ré)émergence des groupes d'autodéfense à la solde des politiques	13
I.1.3.1 Patassé et l'instrumentalisation politique des groupes d'autodéfense armés	13
I.1.3.2 Bozizé et la mobilisation des milices d'autodéfense	14
I.2. Comprendre l'origine des groupes d'autodéfense armés à partir de la dynamique conflictuelle de 2013	15
I.2.1 La dynamique conflictuelle au Pk5 : de la stigmatisation aux affrontements intercommunautaires	15
I.2.2 L'émergence du mouvement anti-balaka : de l'assaut manqué du 05 décembre 2013 à la radicalisation de la séléka	17
Chapitre II : Les groupes d'autodéfense armés du Pk5	20
II. 1. Présentation des principaux groupes de Pk5	20
II.1.1 Le groupe de FORCE	21
II.1.2 Le Groupe d' APPO	23
II. 1.3 Le groupe de YOU	23
II. 1.4 Le groupe de 50/50	24
II. 1.5 Le groupe d'Abdoul Danda	24
II.1.6 Les autres groupes d'autodéfense	24
II. 2. Fonctionnement et modalités de survie des groupes d'autodéfense armés	26
II. 2.1 Fonctionnement des groupes d'autodéfense	26

II.2.1.1 Organisation interne des groupes d'autodéfense armés : quelles récurrences et quelles formes ?	26
II.2.1.2 Les liens entre les groupes d'autodéfense	27
II.2.2 Les sources de financements des groupes d'autodéfense	29
II.2.2.1 Chaque groupe, sa stratégie de financement	29
II.2.2.2 Le trafic d'armes	29
II.2.2.3 Des financements étatiques ?	29
II.2.3 Les connexions de ces groupes	30
 Chapitre III : Groupes d'autodéfense ou bandits armés ?	32
III.1 Chez la communauté musulmane du Pk5 : entre reconnaissance et "ras le bol"	32
III.2 Pour le Gouvernement et la MINUSCA : entre "Groupes d'autodéfense" à "terroristes" ou "bandits armés"	35
III.3 Une société civile partagée	36
 CONCLUSION	40
Des groupes diminués	40
Vers l'autodissolution	41
Vers le désarmement forcé	41
 BIBLIOGRAPHIE	44



Depuis son accession à l'indépendance, la République Centrafricaine (RCA) est confrontée à de multiples crises sociale, politique et militaire qui ont fragilisé le processus de construction d'un Etat de droit. Ces crises à répétition trouvent, en partie, leur fondement dans la disparition tragique du feu Président fondateur Barthélemy Boganda quelques mois avant l'accession à l'indépendance du pays⁽¹⁾. Charismatique, visionnaire et populaire, il est mort sans avoir eu le temps de poser les bases d'une nation démocratique et plurielle. La jeune classe politique s'est alors divisée entre les partisans des feux Abel Goumba et David Dacko⁽²⁾ instaurant ainsi les prémices d'une longue succession de crise institutionnelle.

La dernière crise, qui résulte de la prise du pouvoir par la Séléka le 24 mars 2013⁽³⁾, s'inscrit dans cette histoire. La faiblesse des institutions centrafricaines entraîne encore une fois la profusion des groupes armés sur tout le territoire, qui remplacent de fait les forces de défense et de sécurité (FDS).

On assiste également à la (re) émergence des groupes d'autodéfense qui vont se multiplier à partir de 2014, s'érigeant en maîtres des lieux dans leur territoire et provoquant parfois panique et terreur au sein de la population. C'est le cas des groupes d'autodéfense du Pk5 qui, au plus fort de la crise, ont opposé une résistance aux différentes attaques lancées par les anti-balakas venus se venger «*des musulmans*».

Situé dans le troisième arrondissement de la ville de Bangui, le quartier Pk5 était pendant la colonisation majoritairement peuplé de Karre, de Tali et de Gbaya venus de l'Ouham Pendé pour fuir les travaux forcés⁽⁴⁾.

Plus tard, la construction de la mosquée "Atik" au quartier Haoussa en 1933 puis la création du marché Mamadou Mbaïki vers les années 1946⁽⁵⁾ allaient attirer les musulmans qui viendront s'installer et constituer un véritable foyer de commerçants. Le quartier va aussi s'ouvrir à partir des années 1960 aux commerçants, artisans et anciens militaires musulmans ouest-africains et à une importante migration tchadienne⁽⁶⁾.

Les musulmans allaient ensuite «*progressivement racheter les parcelles et concessions aux communautés locales, et ce, surtout dans les zones proches de la route de Koudoukou aujourd'hui goudronnée où se trouvaient la majorité des activités commerciales*»⁽⁷⁾. Les autres communautés sont alors amenées progressivement à s'installer à l'ouest, non loin du canal dit de "Sayé-voir" faisant frontière avec le quartier Sara⁽⁸⁾.

Le Pk5 est devenu le quartier "musulman" de Bangui et le cœur historique de l'islam en Centrafrique, grâce à sa grande mosquée construite en 1933. Les différentes communautés du pays y cohabitaient pacifiquement.

1. Beninga P-C ; Manga Essama DG ; Mogba Zéphirin ; *Persistance de la crise en République Centrafricaine, comprendre pour agir*, Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung, décembre 2017, p.7.

2. A l'époque, David Dacko et Abel Goumba faisaient partie de la jeune classe politique qui accompagnait Boganda dans la mise en œuvre de sa vision politique. Il était donc normal que l'un des deux soit désigné remplaçant de Boganda après sa disparition tragique.

3. La date du 24 mars 2014 marque l'avènement de la coalition Séléka au pouvoir après avoir chassé Bozizé suite à un coup d'Etat dont les premières hostilités ont été officiellement lancées en décembre 2012.

4. Monographie du 3ème arrondissement de la ville de Bangui, Mairie de Bangui. Comité Administratif du 3ème arrondissement, 2007, p. 2.

5. *Ibidem*.

6. Observatoire Pharos, *Comprendre la crise centrafricaine, rapport d'étude*, 2014, p.28.

7. Conseil Danois pour les Réfugiés, Analyse à base communautaire des perceptions des dynamiques conflictuelles des populations du Km5, Bangui, R.C.A, mai 2015, p.13.

8. Sara, du nom des communautés chrétiennes et animistes du Sud du Tchad. Cités par Observatoire Pharos, *Comprendre la crise centrafricaine, rapport d'étude*, 2014, p.28.

Le quartier Pk5 est aussi devenu progressivement un des grands centres commerciaux de la capitale et le véritable poumon économique de la RCA. Il fût également un grand centre de loisir avec la multiplication des bars dancing et des fast-foods avec les bars “pêche coco” et “ABC”, avec le cinéma Rex, le restaurant Beau Séjour et les points de vente de méchouis très prisés par les Centrafricains. L’installation de la grande pharmacie du pays, la « Pharmacie Sambo », qui vendait des médicaments à des prix acceptables, ainsi que la présence du siège de la Croix rouge centrafricaine ont aussi contribué à l’attractivité de ce quartier.

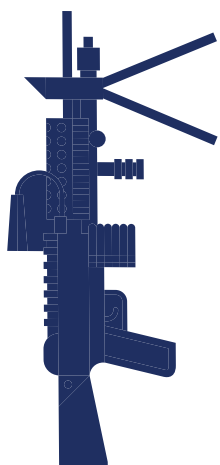
De nos jours, cette image n’est plus qu’un vague souvenir. La crise que connaît le pays dès le début d’année 2013 a eu très tôt un relent communautaire, voire religieux, comme si la RCA vivait dans un malaise opposant les musulmans aux chrétiens et animistes. A Bangui, l’opposition entre ces deux communautés a entraîné l’avènement de ces groupes d’autodéfense ; les anti-balaka⁽⁹⁾ se sont d’abord créés pour faire face aux exactions des séléka⁽¹⁰⁾, puis après le retrait progressif des séléka de la Capitale à partir de décembre 2013, se sont attaqués aux musulmans de Pk5 qui était devenu alors le refuge de la communauté musulmane. C’est alors que des groupes d’autodéfense “musulmans” du Pk5 se sont créés pour défendre les communautés du Pk5.

De quatre à cinq groupes en 2014 à Pk5, on en dénombre plus d’une vingtaine aujourd’hui, dirigé chacun par des leaders qui s’attribuent parfois des surnoms qui tendent à exprimer la terreur à l’instar de “5 minutes c’est trop”, “50-50”, “Force”... Ces groupes semblent également s’être renforcés depuis 2014 sur le plan de l’armement. On a observé des attaques de ces groupes d’autodéfense bien au-delà du périmètre du Pk5 ; des institutions étatiques ou religieuses ont été prises pour cibles, faisant indistinctement des victimes civiles de toute confession. Ces attaques témoignent d’une dérive de ces groupes armés qui seraient allés bien au-delà de la mission qu’ils se sont assigné au départ.

Les attaques mettant en cause ces groupes à partir de 2014 ont révélé une forte capacité de résistance et de résilience au point que l’opinion nationale et internationale s’interroge sur la nature réelle de leur force militaire et de leur capacité à mobiliser la population civile.

Il n’est pas aisé de comprendre l’évolution de ces groupes d’autodéfense à Pk5. Représentent-ils les populations musulmanes du quartier ? Défendent-ils des intérêts économiques ? Sont-ils liés aux groupes armés issus de la Séléka ? Serait-ce l’absence de l’autorité de l’Etat dans le 3^e arrondissement qui explique la montée en puissance de ces groupes ? L’objet de cette étude est de répondre tour à tour à ces interrogations qui sont jusque-là en suspens, laissant la voie à toutes sortes de rumeurs.

Pour mieux répondre à ces interrogations, il est utile de réexaminer les trajectoires sociohistoriques du phénomène d’autodéfense en R.C.A, notamment dans la constitution de terreau fertile à l’émergence de groupes d’autodéfense comme ceux de Pk5 (Chapitre 1). Il s’agira ensuite d’effectuer une ethnographie des groupes d’autodéfense de Pk5 en explicitant leurs morphologies, leur distribution spatiale et leur



9. Anti-balaka, à l’origine, est un mouvement de groupes d’autodéfense villageois qui ont pour objectif la défense des villages et communes contre les attaques des coupeurs de route. Ce mouvement va plus tard se défendre contre les exactions de la séléka.

10. Séléka, mot sango dont la signification oscille entre alliance et serment est une coalition regroupant plusieurs mouvements politico-militaire au rang desquels la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) de Nourredine Adam, l’Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) de Michel Djotodia, la Convention patriotique pour le salut du Kodro (CPSK), dirigée par Mahamat Moussa Dafanne, le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) dirigé par Martin Koumtamadji (aussi connu sous le nom de Abdoulaye Miskine). Cette coalition a lancé officiellement son offensive en décembre 2012 et parvient à renverser le pouvoir de Bozize le 24 mars 2013.

INTRODUCTION

fonctionnement (chapitre 2). L'attention se portera également sur le fonctionnement et les logiques de survie de ces groupes (chapitre 3). Enfin, une lecture perspective sera développée et des recommandations formulées en guise de conclusion.



PK5, Bangui
© www.africotelegraph.com

Chapitre I : Trajectoires sociohistoriques du phénomène d'autodéfense en R.C.A

I.1. Mouvements populaires d'autodéfense ou mouvements instrumentalisés à des fins politiques ?

I.1.1 Les mouvements de résistance anticoloniale

Les mouvements de résistance contre la puissance coloniale sont nés à la fin du 19ème siècle dans l'ouest et le nord-ouest de la RCA. Très vite, des groupes ethniques Gbaya, Banda, Mboum et Mandjia ont uni leur force pour lancer des mouvements insurrectionnels contre les colons⁽¹¹⁾. Les Gbaya s'opposaient à la mission Fourneau tandis que les Mandjia se soulevaient pour dénoncer l'impôt de capitation et le portage imposés par la mission Maistre⁽¹²⁾. Ces résistances populaires ont connu leur apogée avec la guerre du « Kongo-Wara ⁽¹³⁾» entre 1928 et 1931, guerre qui est devenue aujourd'hui « *le symbole de la résistance anticoloniale en Afrique Centrale* ⁽¹⁴⁾ ». Deux faits majeurs ont constitué l'élément déclencheur de la guerre contre les colons de "Kongo-Wara" : l'assassinat en décembre 1928 du chef charismatique Barka Ngainombey connu sous le nom de "Karnou" puis l'imposition des travaux forcés ; Ces faits ont entraîné des insurrections populaires mobilisant plus de 50 000 personnes sur ce qui va devenir plus tard l'est du Cameroun et l'ouest de la Centrafrique⁽¹⁵⁾. Après trois années de résistance, ces insurrections furent matées par les troupes françaises qui emprisonnèrent les partisans du mouvement et relocalisèrent les populations indigènes⁽¹⁶⁾. Néanmoins, la guerre du "Kongo-Wara" a obligé l'administration française de revoir les conditions de travail des populations indigènes.

Plus tard, les peuples Gbaya, Mandjia, Mboum et Banda se sont solidarisés pour combattre les esclavagistes musulmans peuls bien armés venus du Nord du Cameroun mais ce fut le plus souvent un échec. En effet, des esclavagistes musulmans et des administrateurs colons ont exploité des tensions communautaires pour nouer des alliances avec des groupes qui s'opposaient aux partisans des insurrections ; C'est le cas des chefs Gbaya dans la sous-préfecture de Meiganga au Cameroun, dans les villages Abba et Gaza en RCA, qui avaient fait allégeance à l'administration française⁽¹⁷⁾. Certains groupes gbaya ont aussi passé des accords avec les Peuls pour organiser eux-mêmes la traite des esclaves⁽¹⁸⁾.

Malgré cela, l'histoire de la résistance populaire anticoloniale est enseignée aujourd'hui à l'école et s'invite dans des contes racontés aux villages. Nul doute, elle a inspirée et a constitué un imaginaire référentiel qui a suscité, structuré ou enrichi les initiatives à l'origine de l'émergence des mouvements d'autodéfense villageois apparus dans les années 80 aux fins de combattre le grand banditisme qui sévissait.

11. Cf. Pierre Kalck, *Histoire de la République Centrafricaine*, Paris, 1997.

12. Cf. Marc Lavergne, « Résoudre un conflit sans en chercher les causes ? La RCA entre imposture et amnésie », *Journal International de Victimologie*, 2014.

13. Kongo-Wara signifie le manche de Houe. Littéralement la guerre de Kongo-Wara signifie la guerre du manche de houe. Le manche de houe servait de bâton de commandement des leaders des insurrections.

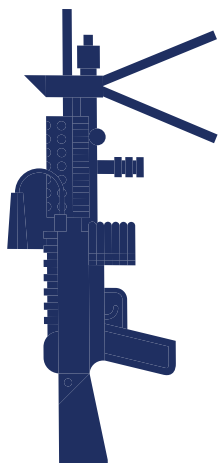
14. Crisis Group, *Centrafrique, les racines de la violence*, Rapport Afrique n° 230, Septembre 2014, p.9.

15. Nzabakomada-Yakoma, Raphaël, *L'Afrique centrale insurgée. La guerre du Kongo-wara 1928-1931*, Paris, L'Harmattan, 1986.

16. Giles-Vernick, Tamara, *Cutting the Vines of the Past: Environmental Histories of the Central African Rain Forest* Charlottesville: University of Virginia Press, 2002 p. 31.

17. Burnham, Philip; Christensen, Thomas, «Karnu's Message and the 'War of the Hoe Handle': Interpreting a Central African Resistance Movement». *Africa: Journal of the International African Institute*, 1983.

18. Crisis Group, *op.cit*, p.9.



Chapitre I : Trajectoires sociohistoriques du phénomène d'autodéfense en R.C.A

I.1.2 Les groupes villageois d'autodéfense : expression de lutte contre les coupeurs de route et le grand banditisme rural

Pendant trois décennies, de 1980 à 2010, la RCA, comme dans une grande mesure le Cameroun, le Tchad et le Soudan, a été confronté au phénomène des coupeurs de route, encore appelé zaraguina. Ces groupes de bandits armés agressent les automobilistes qui sont le plus souvent volés, les femmes violées, et parfois pris en otage ou assassinés. Les régions de l'Ouham et Ouham-Pendé ont pendant longtemps servi de bastion des zaraguina qui auraient été majoritairement constitués d'anciens combattants venus du Soudan et surtout du Tchad, après la chute d'Hissène Habré. Jusqu'à son renversement, le Président Patassé « *avait mené une lutte sans merci contre les coupeurs de route et les avait réduit à un niveau relativement bas.* »

Après 2002, il eut une recrudescence du phénomène qui verra son paroxysme dans les années 2008-2009 et qui s'explique essentiellement par le grand nombre de mercenaires tchado-soudanais venus avec le général Bozizé pour l'aider à renverser feu Ange Felix Patassé en mars 2003 mais laissés pour compte une fois celui-ci au pouvoir.

« *On croyait que jamais personne ne viendrait au secours des villageois sans défense et que les populations rurales étaient vouées à l'extermination par les zaraguina* »⁽¹⁹⁾. Les villageois munis d'armes blanches et de fusils de chasse ont alors constitué des groupes d'autodéfense pour combattre sans relâche ces bandits armés. Ce dispositif d'autoprotection va s'étendre à tous les villages concernés par le phénomène jusqu'à réussir à anéantir la menace dans certaines localités à l'instar du village Bilakéré, jadis bastion des coupeurs de route⁽²⁰⁾, situé dans la Préfecture de l'Ouham-Pendé.

Les villageois n'étaient pas les seules cibles des coupeurs de route, ceux-ci s'intéressaient aussi aux éleveurs peuls considérés comme les plus riches du fait de leur capital bovin. On verra naître dans les années 90 les archers peuls, encore appelés les anti-zaraguina qui vont âprement lutter contre les prises d'otage perpétrées par les zaraguina. Ces archers peuls ont été utilisés par le Président Patassé qui leur confia des opérations « militaires » avec ordres de missions clairement établis et dument signés et moyens logistiques.

I.1.3 La (ré)émergence des groupes d'autodéfense à la solde des politiques

I.1.3.1 Patassé et l'instrumentalisation politique des groupes d'autodéfense armés

Les tentatives d'instrumentalisation des mouvements d'autodéfense datent du début des années 1984 sous le règne du feu Président Kolingba qui a créé des « *escadrons blindés autonomes* », une forme de milice acquise à la cause du pouvoir. La littérature et les témoignages concordent cependant pour attribuer la responsabilité de l'aggravation du phénomène d'autodéfense au Président Patassé. En effet de 1996 à 1997, Patassé fut confronté à plusieurs mutineries au sein des forces armées qui réclamaient « *l'application des accords relatifs au paiement des arriérés de solde (...)* »⁽²¹⁾. Comme les mutins

19. Bokongo, « L'innocence : « une bombe à retardement », in <http://guini.mondoblog.org/>, consulté le 17.10.2010.

20. *Ibidem*.

21. Universalis, « République Centrafricaine. Intervention de l'armée française contre une nouvelle mutinerie », in www.universalis.fr, consulté le 17/10/2018.

étaient majoritairement composés des soldats issus du groupe ethnique Yakoma, auquel appartenait le feu Président Kolingba, issus des quartiers sud de la ville, le long du fleuve, le Président Patassé, lui-même nordiste, va mobiliser des jeunes des quartiers Nord de Bangui (quartiers Sara, Combattant, Boy Rabe...). Le régime va alors organiser ces jeunes en milices pour lancer des attaques ciblées dans les quartiers sud de Bangui. Ces milices, dénommées Karako, Balawa et Sarawi, seront créées de toute pièce dans les quartiers nord de Bangui et armées par le régime pour contenir l'expansion des mutins ; ces milices avaient aussi vocation à étouffer les velléités de résistance qui s'organisait dans les quartiers majoritairement peuplés des Yakoma considérés comme complices des mutins. On assistera ainsi à de nombreuses exactions commises dans les quartiers sud de Bangui qui vont se vider de leurs habitants pour se réfugier dans les deux Congo voisins.

Ainsi, un affrontement de type quasi intercommunautaire a vu le jour entre les mutins "Yakomas" et ces nouvelles milices du Président Patassé majoritairement composés de jeunes nordistes. Ces milices constituent depuis une force de frappe aisément mobilisable⁽²²⁾.

On n'est plus dans la logique de la légitime défense face aux agressions externes, mais plutôt ici dans le cadre d'une guerre non conventionnelle parrainée par les pouvoirs en place qui légalisent contre toute attente des actions miliciennes.

1.1.3.2 Bozizé et la mobilisation des milices d'autodéfense

En 2002, les milices Balawa, Karako et Sarawi se divisent ; une partie rejoint les rangs de la rébellion de Bozizé qui renverse Patassé en mars 2003⁽²³⁾. Dix ans plus tard, en 2012, Bozizé, une fois de plus, tente de surfer sur la tradition de résistance populaire du peuple centrafricain en l'appelant à se mobiliser contre l'agression extérieure. Il demande aux centrafricains d'être « *leurs propres vigiles, de sortir les flèches et les machettes pour défendre leurs localités*⁽²⁴⁾ ». Par l'entremise de son bras droit, feu Lévy Yakité⁽²⁵⁾, il rassemble des jeunes de tout bord au sein d'une nouvelle milice, la COCORA (Coalition des patriotes contre la rébellion) à laquelle il fait distribuer des machettes pour mener des attaques contre la Séléka ; puis plus tard, ces miliciens vont se fondre dans le mouvement Anti-Balakas qui va naître et vont viser plus largement les musulmans⁽²⁶⁾.

Fin connaisseur du phénomène d'autodéfense, Bozizé aura été, en sa qualité de Chef d'Etat-major des armées à l'époque de Patassé, puis comme président, un des acteurs-clefs dans l'instrumentalisation et la politisation des groupes d'autodéfense armés. Cette pratique de mobilisation de jeunes dans des milices a facilité la mise en œuvre d'un réservoir de combattants souvent mobilisés à des fins politiques⁽²⁷⁾ et a jeté les bases de la création du mouvement d'autodéfense anti-balaka à l'échelle nationale.

22. Crisis Group, *op.cit.* p.10.

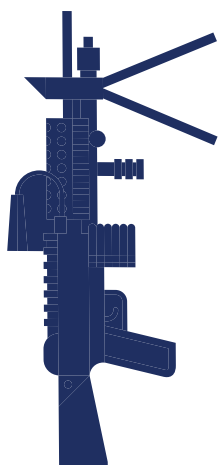
23. Une autre partie des milices, restées fidèles à Patassé vont être mobilisées pour constituer le FDPC d'Abdoulaye Miskine.

24. Cf. Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos, « L'imbroglie centrafricain, Etat, rebelles et bandits », in *Afrique Contemporaine*, n° 248, 2013, pp. 119-148.

25. Levy Yakité était l'un des bras droits de l'ancien Président François Bozizé. Il était à l'époque le leader de la milice COCORA mobilisé pour défendre Bozizé au plus fort de la crise. Il est décédé dans un accident de route en France le 15 novembre 2014.

26. International Crisis Group, *op.cit.* p.11.

27. Ce fait participe de la banalisation du mal et offre, en partie, la clef de compréhension du phénomène de la libre circulation des armes de petits calibres en R.C.A, car il est difficile de retracer et reprendre les armes qui ont été distribuées. Très souvent, elles servent à la commission d'actes du grand banditisme à l'instar des braquages, des assassinats commandités, des règlements de compte et bien d'autres.



Chapitre I : Trajectoires sociohistoriques du phénomène d'autodéfense en R.C.A

I.2 Comprendre l'origine des groupes d'autodéfense armés à partir de la dynamique conflictuelle de 2013

I.2.1 La dynamique conflictuelle au Pk5 : de la stigmatisation aux affrontements intercommunautaires

La prise du pouvoir par la séléka (majoritairement composée des musulmans) et les exactions commises par cette dernière, ont amplifié la stigmatisation dont la communauté musulmane a été pendant longtemps et est encore aujourd'hui victime. En effet, déjà avant la prise du pouvoir par la séléka, la communauté musulmane était accusée d'accaparer les affaires commerciales du pays et d'être une communauté "étrangère" ; son identité centrafricaine était remise en cause de par sa religion musulmane⁽²⁸⁾. A ces deux reproches s'ajoute le fait que la communauté musulmane a été accusée de connivence avec la séléka, et donc complice du malheur de la Nation centrafricaine.

Cette stigmatisation a-t-elle suffi à déclencher un affrontement intercommunautaire? Un membre de la communauté musulmane de Pk5 affirme par exemple qu'à partir de 2014 « *nos frères chrétiens de Pk5 ont fui leurs maisons, pensant que nous allions les exterminer (...)* ». En réalité, bien qu'il existe un climat de méfiance entre les deux communautés habitant le quartier Pk5, on n'a pas observé durant la crise d'affrontements directs entre les communautés de confessions différentes, mais plutôt entre les groupes d'autodéfense armés de Pk5 prétextant défendre la communauté musulmane et les anti-balaka s'érigeant aux défenseurs des communautés chrétiennes et animistes.



Groupe de sélékas
© Simone Schlindwein, DW

28. Conseil Danois pour les Réfugiés, *op.cit.*p.17.

A partir de 2015, la communauté musulmane de Bangui, consciente des risques auxquels elle est exposée dans les quartiers à forte dominance non musulmans, s'est rapidement regroupée alors au Pk5 pour éviter toute forme d'affrontement ouvert. D'autres accusations ont émergé progressivement, parfois distillées sur fonds des rumeurs au sein de la population, qui ont entraîné une vraie fracture entre les populations de Bangui et la communauté musulmane.

La première accusation portée contre les musulmans est une accusation de persécution des "centrafricains" par les tchadiens, et cela avec la complicité de la communauté internationale, et notamment de la France. C'est une vieille thèse qui refait surface à l'occasion de cette crise. A ce sujet, le rapport de l'Institut Pharos rappelle que :

« La vieille thèse d'un programme de persécution des Centrafricains par les Tchadiens avec la complicité de franc-maçonnerie musulmane depuis le début des années 1990 sont en effet apparus dans la presse imprimée et sur internet des discours stigmatisant et des accusations visant des notables politiques musulmans sur le thème récurrent de complots associant diamantaires et francs-maçons pour la conquête du pouvoir par les Musulmans »⁽²⁹⁾.

La seconde accusation est une accusation de complicité avec les pillages de la Séléka. L'opinion banguiquoise accuse en effet les commerçants du Pk5 d'être les receleurs des produits de pillage perpétrés par la séléka. Un leader d'opinion de la communauté musulmane témoigne : *« ce sont les commerçants tchadiens ici à Pk5 qui sont en contact avec les mercenaires tchadiens venus piller nos biens. Ces commerçants achètent à vil prix les effets du pillage et les revendent aux chrétiens. Les chrétiens ne le comprennent pas et nous accusent tous⁽³⁰⁾ »*.

Il apparaît de ce témoignage que les musulmans centrafricains accusent eux-aussi leurs coreligionnaires tchadiens d'être de connivence avec les mercenaires tchado-soudanais qui ont perpétré de nombreux actes de pillages en 2013. Il semble bien qu'il y ait une rivalité commerciale entre musulmans centrafricains et tchadiens.

Mais ce témoignage illustre surtout aussi la confusion que fait l'opinion entre mercenaires tchadiens et musulmans tchadiens installés au Pk5 ; cette confusion nourrit les velléités de vengeance des anti-balakas des quartiers nord de Bangui qui ont longtemps attendu de piller les boutiques et maisons de Pk5 pour s'enrichir. Un habitant du quartier Boy Rabe affirme *« qu'on le veuille ou pas, Pk5 fera l'objet d'un grand pillage organisé⁽³¹⁾ »*.

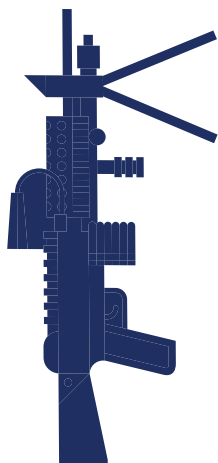
Théories du complot et thèses d'agendas cachés cherchent à discréditer la communauté musulmane dans l'opinion. Ces accusations au plus fort de la crise préjugeaient de l'existence de tensions latentes intercommunautaires susceptibles de provoquer des affrontements ouverts encore plus graves. Ces accusations ont influencé en grande partie l'agir de tous ceux qui considéraient les musulmans comme des étrangers. Elles ont justifié en partie ce qu'il convient d'appeler "la chasse au musulman" dans les quartiers nord de Bangui où les anti-balakas régnaient en maître.

Les biens des musulmans de ces quartiers anti-balakas de Miskine, Kina, Boeing, Cattin et bien d'autres ont été pillés, des maisons détruites, à la suite du départ de la séléka du

29. Institut Pharos, *op.cit.*, p.41-42.

30. Source : entretien réalisé avec un leader d'opinion de la communauté musulmane du Pk5, retranscrit à l'Etat, Bangui, Octobre 2018.

31. Source : notre enquête, Bangui, Octobre 2018.



Chapitre I : Trajectoires sociohistoriques du phénomène d'autodéfense en R.C.A

pouvoir en décembre 2013. Face à ces actes du grand banditisme et de vengeance, les musulmans ont eu deux options : se réfugier dans les pays voisins, notamment, le Tchad et le Cameroun, ou se réfugier dans des enclaves plus ou moins bien protégées, comme Pk5 dans la capitale.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le départ massif de la population musulmane vers le Tchad, s'installant dans des camps de réfugiés centrafricains ou dans des sites proches de ces derniers. Ce départ a été fortement encadré dans un premier temps par des forces tchadiennes additionnelles aux forces de la MISCA, et, dans un second temps par des agences des Nations Unies dont l'OIM et l'UN-HCR. Le contingent tchadien de la MISCA a rapatrié plus de 70 000 ressortissants tchadiens aussi bien par la voie aérienne (16 000) que par la voie routière (60 000)⁽³²⁾.

L'arrivée massive à partir de 2015 à Pk5 des retournés musulmans des camps de réfugié au Cameroun et aussi celle des déplacés revenus des enclaves musulmanes en Centrafrique allait envenimer les tensions intercommunautaires, car tout le quartier va progressivement renforcée sa populations au point d'être plus peuplés aujourd'hui qu'avant la crise.

Ce phénomène de stigmatisation des musulmans, la violence de la séléka à partir de décembre 2012, puis son départ précipité du pouvoir fin 2013, l'absence de l'Etat et le retour massif des musulmans dans Pk5 ont fortement contribué à l'émergence des mouvements d'autodéfense armés au Pk5 et indirectement celle des anti-balaka.

I.2.2 L'émergence du mouvement anti-balaka : de l'assaut manqué du 05 décembre 2013 à la radicalisation de la séléka

Les avis divergent sur l'origine des anti-balaka. Certains la rattachent à des milices créées par des politiques, comme ce fut le cas de la milice COCORA fin 2012. D'autres pensent que le mouvement anti-balaka ne serait constitué que de jeunes villageois de l'ouest de la RCA désirant défendre leur patrie contre la Séléka.

Ces thèses a priori contradictoires sont conciliables. Si en effet, les anti-balaka constituaient par le passé un mouvement d'autodéfense villageois qui combattait le grand banditisme, cette appellation anti-balakas a été politiquement récupérée par des anciens dignitaires du régime de Bozizé qui ont mobilisé ces groupes pour tenter de revenir au pouvoir.

De fait, il existe aujourd'hui deux mouvements anti-balaka : les mouvements villageois d'autodéfense animés par le désir de libérer le pays des mains de la séléka qui commettait des exactions sur les citoyens et des groupes de jeunes armés, politiquement instrumentalisés, composés d'anciens miliciens et des soldats fidèles au général Bozizé dont l'objectif premier était la reconquête du pouvoir perdu par tous les moyens, fussent-ils illégaux.

Lorsque les anti-balakas de toutes tendances confondues, lancèrent le 5 décembre 2013, une attaque de grande envergure contre les positions de la Séléka afin de déstabiliser le régime, ils ne le firent donc pas tous pour les mêmes raisons.

32. Emmanuel Chauvin, *op.cit.* p.72.

Que sont devenus les mouvements d'autodéfense villageois qui ont participé à l'assaut manqué du 05 décembre 2013 ? Nombreux sont ceux qui ont regagné leurs villages respectifs, renouant avec les travaux champêtres en organisant la défense de leurs localités contre des éventuelles attaques. D'autres ont regagné le rang des groupes anti-balakas et auraient participé aux diverses exactions.

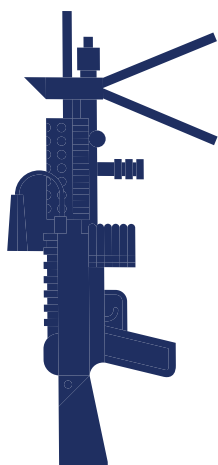
L'assaut manqué du 05 décembre a été marqué par des tueries ciblées, des incendies de maisons, des pillages etc. qui ont été commis par des anti-balaka contre toutes les communautés banguiennes. Mais la communauté musulmane l'a perçue comme une chasse aux musulmans au point que la nécessité de la mise en place des mécanismes d'autodéfense est devenue centrale.

La séléka, quant à elle, s'est largement vengée contre les chrétiens puis s'est radicalisée, en ce sens qu'elle a organisé progressivement l'éviction de tous les centrafricains non-musulmans en son sein⁽³³⁾ et a multiplié les exactions. Elle a notamment procédé à des arrestations arbitraires et à des assassinats quasiment tous orientés vers des chrétiens et animistes accusés d'être complices des anti-balaka.

Cela a été très mal perçu et mal vécu par les populations chrétiennes qui ont considéré à ce moment-là qu'une guerre intercommunautaire était désormais ouverte à l'échelle nationale. Un leader de la société civile reconnaît que « *la RCA allait connaître en décembre 2013, une crise intercommunautaire qui aurait pu déboucher sur un génocide si l'opération Sangaris⁽³⁴⁾ ne s'était pas déployée dans la foulée pour stopper l'hémorragie* »⁽³⁵⁾. Un ancien combattant de la séléka a reconnu que la répression après le 5 décembre avait été démesurée et reconnu, lui aussi, que le risque de génocide n'aurait pas été écarté s'il n'y avait pas eu le déploiement des soldats français dans le cadre de la mission Sangaris⁽³⁶⁾.

Les velléités de vengeance de part et d'autre ont failli plonger la RCA dans une crise génocidaire opposant les musulmans contre les chrétiens et animistes. Ces aveux témoignent de la perception de chacune des communautés la nature de la crise quand bien même les discours officiels⁽³⁷⁾ refusent d'admettre l'aspect communautaire, voire confessionnel du conflit. Les différentes communautés ont commencé à développer des mécanismes d'autodéfense pour se protéger. Le retrait de la séléka dans les localités occupées a laissé quasiment un vide dans le dispositif de la sécurité des biens et des personnes au point que de nombreux groupes d'autodéfense armés ont émergé pour combler le vide sécuritaire.

Le peuple centrafricain a une culture de résistance populaire qui se manifeste sous la forme de mouvements d'autodéfense ou par des insurrections populaires. Cette culture de résistance se transmet de génération en génération et a subi de nombreuses modifications au fil du temps, au gré des situations et d'enjeux au point d'être aujourd'hui une culture au service des politiques. L'instrumentalisation des mouvements d'autodéfense a été rendue visible pendant la présidence de l'ancien Président Patassé et a atteint son apogée avec le général Bozizé.



33. Paul-Crescent Beninga, « Crise Centrafricaine : Du conflit politico-militaire à un conflit interreligieux ? », Bangui, article en libre accès sur l'internet, 2017, p 9.

34. Sangaris est le nom donné à l'opération militaire de l'armée française conduite en R.C.A du 05 décembre 2013 au 31 octobre 2016. Elle est la 7e opération militaire française depuis les indépendances sur la terre centrafricaine.

35. Source : notre enquête, Bangui, Octobre 2018.

36. Source : notre enquête, entretien réalisé en sango et traduit par nous-même, Bangui, Octobre, 2018.

37. Les autorités aussi bien politiques que religieuses ont systématiquement écarté dans les discours l'aspect confessionnel et/ou communautaire du conflit. A plusieurs occasions, le Président Faustin Archange Touadera a rappelé que le conflit centrafricain n'est pas confessionnel, encore moins, communautaire, mais plutôt politique.

Chapitre I : Trajectoires sociohistoriques du phénomène d'autodéfense en R.C.A



Des Anti-balakas / © rfi.fr

Chapitre II : Les groupes d'autodéfense armés du Pk5

II.1 Présentation des principaux groupes de Pk5

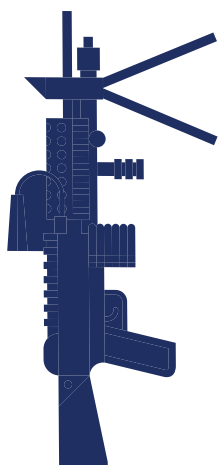
Les groupes d'autodéfense du Pk5 sont des milices musulmanes armées qui se sont créés pour défendre leurs quartiers à partir de fin 2013 contre les attaques des anti-balakas. Dans les 16 quartiers de Pk5, il a été dénombré 47 bases où sont positionnés des miliciens qui appartiennent essentiellement à 5 groupes qui se démarquent de par le leadership des responsables au point de devenir parrains des autres mouvements moins importants dont les responsables sont tenus de faire allégeance. Il s'agit des groupes de Nimery Matar Djamous, alias **FORCE**, de Younous, alias **YOU**, de Issa Capi, alias **50/50**, d'Abdoul Danda et de Mahamat Tahir, alias **APPO**.

Avant d'amorcer l'étude des différents groupes précités, il convient de rappeler que la naissance de ces derniers est précédée par la mise en place d'une dynamique d'autoprotection dont le leadership a été incarné par Mohammed Ali Fadoul. Celui est un commerçant qui jouit également du statut de leader d'opinion auprès des communautés du Pk5.

En 2014, les menaces d'éventuelles attaques du Pk5 ont conduit Mohammed Fadoul à rassembler les jeunes et les commerçants du Pk5 pour mettre en place des comités d'autodéfense qui n'agissaient qu'en cas des menaces externes ou d'éventuelles attaques contre les communautés du Pk5. Contrairement à la dynamique des groupes d'autodéfense armés, l'organisation est moins contraignante et n'obéit qu'à la logique d'autoprotection des biens et des personnes au Pk5 en cas d'attaque armée. C'est dans l'esprit de protéger toutes les communautés du Pk5 que les comités d'autodéfense affrontent souvent les groupes d'autodéfense armés qui commettent des exactions auprès des habitants de la localité.

Ne s'inscrivant pas dans une dynamique guerrière, mais plutôt de la légitime défense, Fadoul et son groupe ont très vite amorcé le dialogue avec les anti-balaka qui ont installé leur base dans le quartier Boeing, à quelques kilomètres du Pk5. Les pourparlers vont déboucher sur la signature d'un pacte de non-agression entre les populations des quartiers Boeing et Pk5 à Bangui le 11 février 2015. Contrairement aux nombreux accords de paix qui ont été signés et souvent dénoncés quelques jours plus tard par des groupes armés, le pacte de non-agression a, quant à lui, résisté à toute tentative visant sa dénonciation. Il est à remarquer que Mohammed Fadoul est l'initiateur du pacte et a beaucoup contribué à son respect par les différentes parties prenantes. Depuis la date de sa signature jusqu'à nos jours, aucun affrontement n'a lieu entre les habitants de Boeing et les communautés du Pk5.

À l'opposé des groupes d'autodéfense armés, le comité d'autodéfense est majoritairement composé des commerçants et des jeunes fortement encadrés par Mohammed Fadoul qui ne tolère pas des écarts de comportement. La persistance ainsi que la confessionnalisation du conflit par le fait des politiques ont progressivement entraîné la mise en place des groupes d'autodéfense armés du Pk5.



Chapitre II : Les groupes d'autodéfense armés du Pk5

Pk5, un quartier musulman ?

Pk5 est un groupement de 16 quartiers⁽³⁸⁾ présentés dans le tableau ci-dessous. La dénomination des quartiers renseigne sur la provenance des habitants. Les quartiers camerounais et sénégalais par exemple, sont majoritairement habités par des ressortissants des Etats du Cameroun et du Sénégalais. C'est aussi le cas des quartiers Baya et Foulbé qui à l'origine sont habités, en grande partie, par des habitants du groupe ethnique Baya, encore appelé Gbaya et du groupe ethnique Foulbé. Le regroupement par quartier se fait sur la base des appartenances ethniques et communautaires au point qu'il contredit le discours populaire qui qualifie Pk5 d'un quartier musulman. Toutefois, les flux migratoires et les déplacements internes de la population ont entraîné une forte concentration de la communauté musulmane au Pk5. C'est dans cette veine qu'il est qualifié de « quartier musulman ».

Quartiers du Pk5							
Camerounais Yaoundé	Guida	Ramandji	Boulata	Camerounais Nord	Foulbé	Fondo	Yaloa
Issongo	Sangha Bibalé	Bea-Rex	Sénégalais	Baya KM5	Camerounais Douala	Yambassa	Gbaya Dombia

Source : Conseil Danois pour les réfugiés, *op.cit.*

II.1.1 Le groupe de FORCE

Cette milice est la plus importante de toutes. Sa base principale est située au niveau de la rue d'école Gbaya dans le quartier Baya. Elle dispose d'environ 300 hommes, l'équivalent d'un bataillon, et de matériels de guerre significatifs. Elle dispose aussi de nombreuses ressources financières tirées du pillage et du braquage, de perception des taxes illégales auprès des commerçants... Elle aurait bénéficié, comme d'autres milices de Pk5 de financements du gouvernement.

38. Conformément aux ordonnances n° 88/005 du 05 février 1988 et n° 88/006 du 12 février 1988, le troisième arrondissement est divisé en deux circonscriptions.



Nimery Matar DJAMOUS / © www.africtelegraph.com

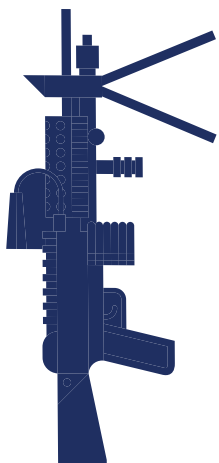
Le chef de cette milice, FORCE, de son vrai nom Nimery Matar Djamous⁽³⁹⁾, est un ancien soldat des forces armées centrafricaines (FACA). Il est parvenu à s'imposer comme le numéro 1 des milices d'autodéfense au Pk5. Il se présente comme le "Chef d'Etat-major" de tous les groupes d'autodéfense du Pk5. FORCE a en effet été longtemps la figure marquante de la résistance du quartier contre les attaques lancées par les anti-balakas ce qui lui a conféré inévitablement une forte légitimité auprès de la population et auprès des chefs des autres groupes. Les autres milices du quartier se sont aussi souvent ravitaillées en armes et munition auprès de FORCE qui les a régulièrement aidés lorsqu'ils étaient en difficulté.

FORCE a toujours eu une position intransigeante vis-à-vis du gouvernement et de la MINUSCA. Il a multiplié les menaces à l'égard du Président de

la République ainsi que plus largement aux autorités administratives et judiciaires ; il a toujours refusé la main tendue par les autorités politiques qui lui proposait un désarmement volontaire, probablement en contrepartie une forme d'immunité judiciaire. Il sera finalement visé par un mandat d'arrêt début juin 2018.

FORCE change de discours à la fin 2018. Dans un enregistrement audio diffusé sur les réseaux sociaux et via la messagerie WhatsApp, il indique désormais sa disponibilité à dialoguer avec les autorités politiques et à adhérer au processus du DDR. Il a laissé entendre qu'il était disposé à coopérer, à faciliter le travail des forces de sécurité.

Ce changement de position peut s'expliquer par un affaiblissement de ses positions sur le plan militaire. On observe en effet à la même période une montée en puissance des FACA qui se redéployent progressivement sur le terrain et de multiples défections dans ses rangs. L'assassinat d'un autre chef de milice APPO par un groupe de commerçants de Pk5 (voir infra) a vraisemblablement affaibli son moral⁽⁴⁰⁾. A cela s'ajoute les problèmes de santé auxquels il est confronté. Selon plusieurs témoignages concordants, FORCE serait gravement malade et serait même tombé à plusieurs reprises dans le coma au point que ses jours seraient comptés. C'est dans cette perspective que s'inscrit vraisemblablement l'appel au DDR de FORCE qui est visiblement préoccupé par le sort des membres de son groupe.



39. Il importe de rappeler qu'aujourd'hui, Nimery Matar Djamous est visé par un mandat d'arrêt lancé par le Procureur de la République le 03 juin 2018. Dix (10) chefs d'accusation sont retenus contre lui, dont les principaux sont le terrorisme, l'outrage au Chef de l'Etat et incendies volontaires des boutiques et des maisons.

40. Source : notre enquête, Bangui, octobre 2018.

Chapitre II : Les groupes d'autodéfense armés du Pk5

II.1.2 Le groupe d'APPO

La base principale du groupe est située dans l'enceinte de l'ancien bar dancing du Punch Coco, situé au quartier Béa-Rex. Le groupe est constitué d'environ cinquante hommes. Il est réputé être le groupe le plus sanguinaire⁽⁴¹⁾ de Pk5. Son chef, APPO, de son vrai nom Mahamat Tahir, était craint et respecté aussi bien au sein de son groupe qu'au sein de la population.

Le groupe d'APPO s'est fait connaître du grand public à la suite d'un violent et sanglant affrontement qui l'a opposé au groupe de Force dans la nuit du mercredi à jeudi 19 juillet 2018. Force aurait confondu les éléments d'APPO aux FACA et fait ouvrir le feu, entraînant une riposte immédiate d'APPO ; les affrontements à l'arme lourde ont retenti pendant plus de deux heures.

APPO avait la réputation d'être un des leaders les plus fortunés des groupes du Pk5, même s'il est impossible d'évaluer son patrimoine. S'il ne semble pas avoir bénéficié de financements publics, APPO se serait enrichi par de multiples arnaques et escroqueries auprès des commerçants mais aussi par des braquages, vols et pillages de toutes sortes.

Finalement, l'affaire a mal tourné. Le 25 novembre 2018, en guise de protestation contre une tentative de destruction de la maison de FORCE par un drone qui appartiendrait aux instructeurs russes, APPO aurait ordonné la fermeture de toutes les boutiques de Pk5. Exaspérés, certains commerçants auraient refusé d'obtempérer, l'un d'entre eux dégaina son arme et abattit le chef APPO à la grande surprise de l'opinion nationale.

Cet acte, jugé héroïque par une partie de l'opinion nationale, a vraisemblablement galvanisé les commerçants qui se sont alors organisés pour déloger les miliciens des locaux de leur base dans l'ancien bar dancing de Punch Coco⁽⁴²⁾.

II.1.3 Le groupe de YOU

La base principale du groupe de YOU est située sur l'avenue Kokoro. Disposant d'une centaine d'hommes armés, le groupe de YOU est aujourd'hui le plus redouté grâce à sa forte structuration mais aussi le plus respecté parce qu'il s'est à plusieurs reprises opposé aux exactions de son rival FORCE contre les habitants du Pk5. Le groupe de YOU a en effet la réputation d'être le groupe le plus proche des populations du quartier par son rôle dans la sécurité des biens et des personnes dans sa zone de commandement.

Outre ses faits d'armes, le chef du groupe, You, de son vrai nom Younous, a la réputation d'être un homme riche alors que personne ne lui connaissait d'activités avant la crise. Pourtant il semble qu'il soit devenu un commerçant-transporteur se rendant régulièrement à Douala pour mener ses affaires commerciales. Cette information, si elle se vérifiait, indiquerait que, contrairement à FORCE et APPO, You jouirait d'une liberté d'aller et venir sans être inquiété et que ses voyages à Douala lui permettraient de financer son groupe.

41. De nombreuses forfaitures ont été attribuées au groupe d'Appo. Les récentes en date sont l'assassinat d'un gendarme dont le corps a été jeté et retrouvé au Pk5 quelques jours après sa disparition et la tuerie d'une combattante de la séléka qui a regagné, après formation, le rang des FACA dont le corps a été retrouvé dans un puit, presque une semaine après sa disparition. Lors de nos enquêtes, un élément du groupe d'Appo a reconnu à demi-mot l'assassinat de la jeune soldate, ex-combattante de la séléka.

42. La riposte des commerçants est la preuve de ce que de nombreux habitants du Pk5 disposent de matériels de guerre, notamment, les armes de petits calibres ainsi que des explosifs à l'instar de grenades de diverses qualités.

Le groupe de YOU dément recevoir des financements étatiques mais des sources auprès du Ministère de la sécurité indiquent que, au même titre que FORCE, le groupe de YOU aurait bien été financé par le gouvernement dans les années 2016-2017⁽⁴³⁾.

II.1.4 Le groupe de 50/50

La base du groupe de 50/50 est située au quartier sénégalais. Il dispose d'environ cinquante hommes. Le groupe a été créé par Issa Capi alias 50/50. Pour lui, toute réhabilitation d'une Eglise devait être faite en même temps que la réhabilitation d'une mosquée. C'est ainsi qu'il s'était opposé à la réhabilitation de la paroisse Saint Mathias au Pk5 si celle-ci ne s'effectuait pas simultanément à celle de la mosquée de Miskine. Il qualifiait lui-même cette position de 50/50. D'où son surnom.

Le chef du groupe 50/50 a été tué en octobre 2016 au cours d'un affrontement avec le groupe de You⁽⁴⁴⁾. Moussa Kana a été désigné par ses pairs pour le remplacer. De nos jours, le groupe a perdu considérablement son influence dans sa zone de commandement du fait de nombreux cas de désertion enregistrés après le décès de 50/50.

II.1.5 Le groupe d'Abdoul Danda

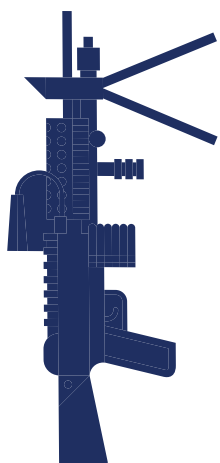
On dispose de peu d'information sur ce groupe. On sait qu'il était dirigé par Abdoul Danda et qu'il rassemblait environ quarante hommes. De père musulman et de mère chrétienne, il avait installé sa base principale au quartier camerounais et logeait lui-même au quartier Yakité, majoritairement habité par des non-musulmans sans être jamais inquiété.

Abdoul Danda a été assassiné avec son ami le chef milicien 50/50 lors du même affrontement violent qui a opposé leurs groupes à celui de YOU. Il a été remplacé par un de ses éléments qui se fait appeler "Cinq minutes, c'est trop". Notons qu'il a été reproché au groupe d'Abdoul Danda d'avoir assassiné le 04 octobre 2016 le commandant Marcel Mombéka⁽⁴⁵⁾, ancien garde du corps de la Présidente de transition Madame Samba Panza Cathérine.

II.1.6 Les autres groupes d'autodéfense

Il existe de nombreux autres groupes d'autodéfense à Pk5 mais qui ne disposent pas d'une capacité militaire conséquente et d'un leadership fort, à l'image des cinq groupes les plus en vue.

Il y a des groupes qui se sont affaiblis après la mort de leurs leaders fondateurs. C'est le cas du groupe de Youssouf Malingar, alias "BIG MAN" tué le 08 février 2017 par les forces de sécurité dans



43. Source : entretien réalisé auprès du personnel du ministère de la sécurité publique, retranscrit en l'état. Bangui octobre 2018.

44. Il a été tué à la veille du retrait de la force Sangaris de la RCA le 31 octobre 2016 au point que certains médias, notamment la presse écrite, accusent les forces françaises d'avoir orchestré les tueries afin de dissimuler les preuves de la complicité de la France avec les leaders assassinés.

45. Marcel Mombeka ancien garde du corps de Catherine Samba Panza, présidente de la transition, fut assassiné par des groupes armés du Pk5. De nombreux médias à l'instar de Centrafrique-Presse, Corbeau News ont accusé Abdoul Danda d'être l'assassin du Commandant.

Chapitre II : Les groupes d'autodéfense armés du Pk5

l'enceinte de la paroisse Saint Mathias⁽⁴⁶⁾. Il en est de même après la mort de Sam Dida⁽⁴⁷⁾, alias le "GENERAL DE GRENADE"⁽⁴⁸⁾, dont les membres ont rapidement intégré d'autres groupes d'autodéfense.

Tous ces groupes fonctionnent comme des sous-traitants des groupes leaders qui leur confient des missions (tueries, braquages, vols, viols, collecte des « taxes ») à accomplir moyennant le partage à part égale des revenus. Ils sont aussi sollicités et mis à contribution en cas d'attaque contre les positions d'autres groupes rivaux et constituent une main d'œuvre facilement mobilisable pour des opérations de règlement de compte et bien d'autres "sales boulots". Ils sont constitués majoritairement des ex-combattants séléka qui ont été par le passé des ex-libérateurs ayant combattu aux côtés de Bozizé. Il s'agit d'acteurs qui ont choisi ce que Marielle Debos⁽⁴⁹⁾ qualifie de métier des armes.

Ces groupes ne sont pas structurés et sont difficilement identifiables. Leurs membres exercent quotidiennement diverses activités ; ils sont par exemple mototaxis ou gèrent des petits commerces qui les occupent en journée. Ils font office aussi d'agents de renseignement pour les groupes leaders et infiltrent facilement des milieux hostiles aux groupes d'autodéfense armés du Pk5, comme les milieux gouvernementaux ou ceux des anti-balakas.



Affrontements entre groupes armés du Pk5, Bangui / © www.afriquenewsinfo.wordpress.com

46. Il avait refusé d'être arrêté.

47. Sam Dida fut un élément isolé des mouvements d'autodéfense armés qui a pour particularité de ne combattre qu'avec des explosifs, notamment, de grenades.

48. Selon les témoignages recueillis, de son vivant, Samdida ne combattait qu'uniquement avec les grenades de différentes qualités, exception faite de ses éléments qui ont recours aux fusils de guerre. C'est cette pratique qui lui a valu le surnom du « général de grenade ».

49. Cf. Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement d'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013.

II.2 Fonctionnement et modalités de survie des groupes d'autodéfense armés

II.2.1 Fonctionnement des groupes d'autodéfense

Bien que les groupes d'autodéfense du Pk5 ne constituent pas un tout homogène, ils ont curieusement des modes de fonctionnement assez identiques qui s'expliquent par leur mode de fabrication. Au départ, les miliciens se sont réunis en un seul groupe au sein duquel plusieurs leaders ont affirmés leurs autorités et ont créés progressivement chacun leur propre groupe.

Tous les groupes actifs aujourd'hui sont nés de l'implosion ces groupes là car leurs premiers leaders ont tous été accusés par leurs pairs de nombreux griefs, au rang desquels les exécutions sommaires, les actes de pillages et la mauvaise gestion du groupe.

Les nouveaux chefs auraient reproduit alors, de manière consciente ou non, le même mode de fonctionnement au sein de leur nouveau groupe que celui qui prévalait au sein de celui qu'il venait de quitter. A l'inverse, ce sont les groupes leaders qui imposeraient leur mode de fonctionnement aux autres groupes qui leurs font allégeance.

II.2.1.1 Organisation interne des groupes d'autodéfense armés : quelles récurrences et quelles formes ?

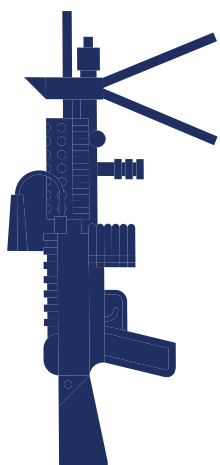
Les leaders de groupes d'autodéfense disposent tous d'une zone de commandement, d'une base principale et d'hommes placés sous leurs responsabilités. Plusieurs bases secondaires sont positionnées dans les quartiers sous leurs autorités. Il semble que la plupart des bases secondaires réunissent les miliciens par sous-groupes ethniques pour des raisons de confiance et de confidentialité. Les miliciens sont nourris et logés dans les différentes bases et perçoivent de manière irrégulière des primes, représentant un salaire à la fin du mois.

Les décisions sont prises par les leaders et ne sont pas sujettes à débat. Contester une décision peut conduire à la mise à l'écart du groupe, voire plus. Un élément du groupe d'APPO affirme qu'« *ici, on ne conteste pas le chef, car c'est lui qui commande. Celui qui conteste les décisions peut être tué (...)(50)* ».

Ces groupes d'autodéfense, comme leur nom l'indique, ont agi pendant de longues années que lorsque leur quartier ou eux-mêmes étaient attaqués par les anti-balakas, au point qu'ils étaient fondé à évoquer le principe de légitime défense. Mais leur comportement a changé à partir de 2017 lorsque qu'ils ont commencé à mener des attaques dites "par procuration" afin de maintenir des foyers de tensions dans la capitale. Pour la première fois, les groupes de Pk5 lancent des assauts hors de Pk5.

Cela a été le cas des attaques enregistrées dans les quartiers Yakité, Sarah, Castors et bien d'autres. Le cas le plus récent est celui des tueries de l'église de Fatima où des éléments soit disant "incontrôlés" de plusieurs petits groupes d'autodéfense ont ouvert le feu pendant le culte sur des fidèles catholiques, entraînant la mort de l'abbé Toungoumale Baba et de huit paroissiens. Il semble bien qu'en réalité cette attaque de l'église de Fatima ait été ordonnée par FORCE. Il semble certain que cette attaque a répondu à d'autres types d'intérêts.

50. Source : notre enquête, entretien réalisé et retranscrits en l'état. Bangui, octobre 2018.



Chapitre II : Les groupes d'autodéfense armés du Pk5

Les groupes d'autodéfense de Pk5 seraient en effet de plus en plus instrumentalisés par divers opérateurs de la crise centrafricaine ; les rumeurs ciblent des chancelleries, des hommes d'affaires véreux et des politiques qui font de la crise centrafricaine un fonds de commerce politique. Mais il y a malheureusement à ce stade peu de cas étudiés et aucun dont on a pu faire la démonstration de cette manipulation.

Mais il s'agit vraiment d'un changement de mode opératoire, passant d'un mode d'autodéfense, qu'il est possible de considérer comme légitime, à des attaques menées sans raisons apparentes contre des institutions publiques et/ou religieuses en dehors de leurs territoires.

Les mouvements de résistance populaire et les groupes d'autodéfense villageois présentés et analysés dans le précédent chapitre sont des organisations spontanées dont le mode d'opération est tributaire de la nature de la menace. En revanche, il est difficile d'étudier leur mode de fonctionnement, ce, pour la simple raison que les mouvements de résistance populaire et les groupes d'autodéfense villageois sont des organisations dont l'action, bien que répétitive, ne s'inscrit pas dans la durée et n'obéit pas à une logique structurelle.

II.2.1.2 Les liens entre les groupes d'autodéfense

- Une logique de compétition entre groupes

Il y a de nombreux conflits de leadership qui se traduisent sur le terrain par des mésententes qui débouchent souvent sur des querelles voir des affrontements plus graves qui empêchent parfois les habitants de circuler durant plusieurs jours dans Pk5.

Les groupes armés sont confrontés à l'épineuse question du tribalisme qui les divise et les plonge dans des climats de tensions. Cela été le cas le 18 septembre 2018 lorsque se sont affrontés le 18 septembre 2018 les groupes de FORCE et celui de Moussa Kana, le successeur de 50/50, à cause de l'assassinat d'un citoyen musulman qui était du même groupe ethnique que FORCE.

La compétition s'exerce surtout pour le contrôle des marchés et autres zones commerciales du quartier. Ces zones sont convoitées par tous les leaders des groupes d'autodéfense qui se battent entre eux pour percevoir des taxes et collecter des impôts qui constituent une grande partie de leurs ressources et qui garantissent leur survie. Le marché de Sambo qui jouxte le rond-point Koudoukou et les boutiques qui longent l'avenue, au niveau du quartier Bea-Rex, sont ceux qui font le plus l'objet de conflits entre les groupes d'autodéfense de Pk5.

- Une logique de coopération contre l'ennemi ?

Malgré leurs nombreux différends, les groupes d'autodéfense de Pk5 sont capables de se rassembler pour défendre leur quartier lorsque leurs ennemis communs les attaquent. Les populations elles-mêmes peuvent apporter leur soutien au moins moral dans ces cas là.

Le cas le plus emblématique est celui de l'opération Sokoula lorsque les forces de la MINUSCA et des FACA⁽⁵¹⁾ ont tenté conjointement de mener une l'opération du désarmement forcé des groupes d'autodéfense. A ce moment là, tous les groupes se sont réunis pour faire face ensemble tandis que femmes et enfants ont envahi massivement les rues menant aux bases des groupes d'autodéfense. Les forces de la MINUSCA et des FACA ont été aussi confrontées à une forte résistance populaire ; Cette mobilisation des groupes d'autodéfense et des populations ont rendu impossible l'opération au point que les forces suscitées ont été contraintes de battre en retraite.

La question des relations entre groupes d'autodéfense et la communauté musulmane du quartier évolue selon les circonstances. Par exemple, alors que cette dernière avait depuis 2017 demandé le désarmement de la localité, de nombreux leaders d'opinion et notables du Pk5 ont condamné sans réserve la manière dont l'opération Sokoula avait été menée et regretté les nombreux morts et blessés causés par l'opération menées par forces de la MINUSCA et des FACA ; et cela sans à aucun moment interpeller ceux qui auraient, selon la MINUSCA, envoyé dans la rue femmes et enfants pour qu'ils constituent un bouclier humain devant les groupes d'autodéfense attaqués. Peut-être cela s'explique-t-il par la peur de l'inconnu. En effet, les habitants du Pk5, la communauté musulmane en particulier, craignent d'être attaqués par les anti-balakas en l'absence des groupes d'autodéfense. Mais ce silence peut également être interprété par la peur que font régner les groupes d'autodéfense qui demeurent les maîtres des lieux

et qui menacent ceux qui dénoncent ou condamnent leurs exactions. L'absence de l'Etat dans le quartier ne rassure pas les indécis et les inquiets.



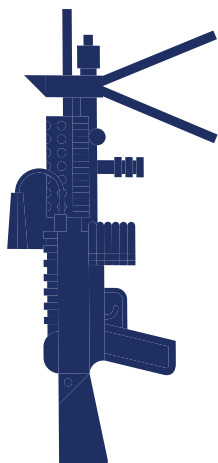
Une voiture des Nations Unies, Bangui, PK5, RCA, 2016
© Thierry Brésillon pour le CCFD-Terre Solidaire

- Une logique de sous-traitance ?

Les groupes armés se confient aussi les uns aux autres des actions d'assassinat, de braquage, d'enlèvements, etc. Un témoignage indique que Moussa Kana a confié par exemple au groupe de "Cinq minutes, c'est trop" la mission d'exécuter un jeune commerçant chrétien habitant le quartier combattant⁽⁵²⁾.

51. Les groupes d'autodéfense de Pk5 ont interprété cette opération de désarmement comme un soutien aux anti-balakas qui auraient pu ainsi attaquer le quartier plus facilement.

52. Appréhendé et séquestré, le jeune commerçant a eu la vie sauve grâce au plaidoyer des notables et leaders d'association du Pk5, contactés de toute urgence par les membres de sa famille.



Chapitre II : Les groupes d'autodéfense armés du Pk5

II.2.2 Les sources de financements des groupes d'autodéfense

Les groupes d'autodéfense disposent de plusieurs sources de financement : les produits de braquages organisés, la perception des taxes, la mise en location des maisons, le trafic des matériels militaires, le commerce des stupéfiants, les amendes infligées aux parties à l'issue d'un « procès » et des financements étatiques ou de groupes armés

II.2.2.1 Chaque groupe, sa stratégie de financement

Le groupe de FORCE, outre les actes de braquages, de pillages, la collecte des taxes et les produits des « amendes », tire ses principaux revenus de la vente d'armes et de munitions de guerre aux groupes d'autodéfense plus petits. Moussa Kana, le successeur de 50/50, tire, lui, ses principaux revenus des loyers des maisons dont les propriétaires ont fui le quartier. APPO, pour subvenir au besoin de son groupe, organise à la fin de chaque semaine une collecte de fonds auprès des commerçants.

II.2.2.2 Le trafic d'armes

Le commerce d'armes et de munitions de guerre est une source importante de revenus pour les principaux groupes d'autodéfense, qui sont connectés avec les groupes armés de l'ex Séléka qui les approvisionnent. C'est le cas notamment du l'UPC d'Alis Darassa, le MPC d'Alkatime et le FRPC de Nourredine Adam.

La transhumance pastorale serait le moyen par lequel les armes arrivent dans les mains des groupes d'autodéfense. Outre la transhumance, ces groupes s'approvisionneraient en armes et munitions de guerre auprès des forces de la MINUSCA. On se rappelle encore du soldat gabonais de la MINUSCA pris en flagrant délit en train de se rendre au Pk5 avec un sac à dos rempli des munitions de guerre. Pour de nombreux observateurs, cet incident ne serait que la partie visible de l'iceberg⁽⁵³⁾.

II.2.2.3 Des financements étatiques ?

De nombreux témoignages font état de financements gouvernementaux aux groupes d'autodéfense de Pk5 par le truchement du Ministère de la Sécurité Publique. « *Notre groupe [FORCE] reçoit à la fin ou au début de chaque semaine une somme de 400 000 ou 800 000 f CFA des mains du Ministre de la Sécurité. Cet argent sert à nous nourrir et nous soigner en cas de maladie*⁽⁵⁴⁾ ». Cette information a été confirmée aussi bien par des membres du groupe de YOU que par certains fonctionnaires du Ministère de la Sécurité Publique qui avouent « *la fin des financements du gouvernement depuis près d'un an après que les groupes d'autodéfense de Pk5 se seraient rendus coupables d'exactions contre les populations civiles*⁽⁵⁵⁾ ». Cet aveu témoigne par ailleurs du fait que les groupes d'autodéfense de Pk5 ont été pendant longtemps considérés et traités par le gouvernement centrafricain comme des forces de sécurité palliant l'absence de l'Etat dans ce quartier. Il y a eu une sorte de légitimation et d'acceptation tacites de la présence et des activités de ces groupes.

53. Ce qui n'engage pas nécessairement la responsabilité institutionnelle directe de la MINUSCA.

54. Source : entretien réalisé avec les éléments de « Force » et de « You », traduit de sango en français, Bangui, octobre 2018.

55. Source : entretien réalisé avec le personnel du Ministère de la Sécurité Publique, retranscrit en l'état.

D'autres témoignages relèvent que les groupes d'autodéfense ont également bénéficié de financements et de soutiens matériels en provenance des milieux diplomatiques, des milieux d'affaires, et des groupes armés. Des membres du groupe de FORCE ont affirmé par exemple avoir bénéficié à plusieurs reprises de soutiens financiers et matériels par des ressortissants français venus de l'ambassade de France. Il est difficile, voire impossible de confirmer ces témoignages. D'autres s'interrogent sur l'origine des matériels de guerres (fusils d'assaut, explosifs et équipements militaires) de marques françaises et russes dont disposent les groupes d'autodéfense du Pk5.

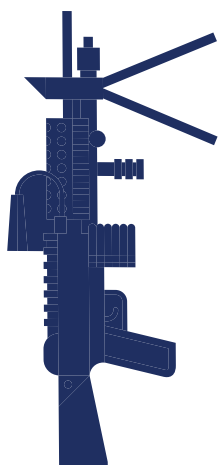
II.2.3 Les connexions de ces groupes

Les relations qui lient les groupes d'autodéfense avec les groupes armés sont familiales, communautaires et ethniques. Il y a une sorte d'alliances secrètes entre les chefs des groupes armés et les responsables des groupes d'autodéfense du Pk5. Ainsi, le groupe d'APPO est soutenu par le général Alkatime Mahamat du MPC, tandis que le groupe de FORCE est soutenu par le général Nouredine Adam du FPRC⁽⁵⁶⁾.

Lorsque les groupes d'autodéfense sont attaqués à Pk5, les groupes armés de l'ex Séléka réagissent solidairement, le plus souvent par communiqués de presse pour condamner les attaques, en prenant par la même occasion la communauté internationale à témoin. Mais ils réagissent parfois beaucoup plus violemment dans les territoires qu'ils contrôlent comme cela a été le cas à Bria et Ndélé où des tueries ont été enregistrées après l'opération Sokoula de la MINUSCA et des FACA sur Pk5.

A l'inverse, lorsque des groupes armés sont attaqués, ce sont les groupes d'autodéfense qui réagissent, plus souvent par des tirs de protestation, mais aussi par des assassinats des citoyens chrétiens arrêtés au Pk5.

Sur le plan politique, les observateurs notent que de nombreux membres du gouvernement communiquent avec les groupes d'autodéfense du Pk5 dans le cadre de négociations de paix et de cessation d'hostilités. Avant le lancement du mandat d'arrêt contre sa personne, FORCE a été reçu à plusieurs reprises par de hauts dirigeants centrafricains, dont le Premier Ministre Mathieu Simplicie Sarandji à la Primature. « *Le Président Touadera a même le numéro téléphonique de FORCE qu'il appelle souvent (...)*⁽⁵⁷⁾ », nous a confié un de ses conseillers.



56. Source : notre enquête, Bangui, Octobre 2018.

57. Source : notre enquête, entretien traduit de sango en français, Bangui, Octobre 2018.

Chapitre II : Les groupes d'autodéfense armés du Pk5



Soldat de la paix, du contingent gabonais appréhendé par des forces de sécurités avec les munitions de guerre sur le point de livrer aux groupes d'autodéfense du Pk5. / © www.info241.fr

Chapitre III : Groupes d'autodéfense ou bandits armés ?

III.1 Chez la communauté musulmane du Pk5 : entre reconnaissance et “ras le bol”

La cohabitation entre groupes d'autodéfense armés et les habitants du Pk5 a longtemps été équivoque. L'opinion banguienne a toujours eu tendance à accuser la communauté musulmane du Pk5 de complicité avec les groupes d'autodéfense du quartier. Un porte-parole de la police de la MINUSCA avait affirmé au cours d'une conférence de presse que les groupes d'autodéfense armés se confondaient à la population du Pk5, les rendant ainsi difficile de les identifier et de les neutraliser.

« Les musulmans du Pk5 sont complices des groupes d'autodéfense armés dont les exactions sont couvertes par des notables (...) ». Témoignage d'un habitant de Bangui.

Lorsqu'on interroge les membres de la communauté musulmane du Pk5 sur leurs sentiments à l'égard des groupes d'autodéfense, ce qui s'exprime en premier, ce sont en effet des sentiments de sympathie, de fraternité, voire de solidarité et de compassion. Les habitants de Pk5 qui vivent dans la peur d'être attaqués par les anti-balaka se sentent protégés par ces groupes. L'absence des forces de sécurité dans le quartier a inévitablement conduit la communauté musulmane regroupée au Pk5 à considérer les groupes d'autodéfense comme un rempart contre les agressions du camp adverse.

Les groupes d'autodéfense ont pu repousser au plus fort de la crise de nombreuses tentatives d'attaque violentes des anti-balaka contre la communauté musulmane du Pk5. Par ces actes, considérés par la communauté comme des actes de bravoure et de témérité, ces groupes d'autodéfense ont à ce moment-là acquis une vraie légitimité au Pk5 et par-delà auprès de toute la communauté musulmane de RCA.

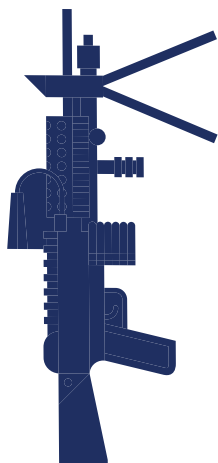
Un membre de la communauté musulmane affirme :

« Mon frère, sans les groupes d'autodéfense, Pk5 n'existerait pas. Les anti-balaka veulent nous tuer tous. C'est Force et ses éléments qui nous ont sauvé et donc aujourd'hui on ne peut pas dire que les groupes d'autodéfense sont des bandits, qu'il faut les tuer tous ou les arrêter tous. Ce pays est aussi pour les musulmans et non seulement pour les chrétiens. Les gens veulent seulement qu'on va où ? Force est Centrafricain, moi aussi (...)»⁽⁵⁸⁾

Les anti-balaka ont été et restent toujours des ennemis à combattre par des groupes d'autodéfense armés du Pk5. En dépit des efforts qui sont déployés par certaines ONG et associations afin de réconcilier les deux groupes rivaux, ceux-ci se regardent toujours en chien de faïence. Toutefois, l'hypothèse d'une alliance contre nature n'est pas exclue entre les mouvements rivaux d'autodéfense, d'autant plus qu'il existe des précédents en ce qui concerne des alliances contre nature de circonstances entre les anti-balaka et les groupes armés.

La communauté musulmane perçoit les FACA comme une armée partisane qui ne serait chargée en réalité que de protéger les populations chrétiennes. Par exemple, la tentative

Source : notre enquête, entretien retranscrit en l'état, Bangui, septembre 2018.



Chapitre III : Groupes d'autodéfense ou bandits armés ?

de désarmement forcé d'avril 2018 organisé conjointement par la MINUSCA et les forces de sécurité centrafricaines est, pour la communauté musulmane, à ne point douter, une manière déguisée de livrer les musulmans aux anti-balaka qui nourrissaient encore des velléités de vengeance.

La communauté musulmane a largement décrié les exactions qu'auraient commises les FACA lors de l'opération Soukoula en avril 2018. Cette critique, fondée ou pas, laisse transparaître une profonde crise de confiance vis-à-vis des FACA, ce, malgré la réforme en cours du secteur de sécurité. Cette opération Sokoula a aussi renforcé les craintes qu'avaient les groupes d'autodéfense envers les FACA. Les différents groupes lui reprochent le fait que certains soldats aient combattu dans les rangs des anti-balaka aux moments forts de la crise.

Cette perception des FACA explique probablement pourquoi la communauté musulmane émet d'énormes réserves sur les questions relatives à la levée d'embargo sur les armes à destination de la RCA. Les associations musulmanes refusent systématiquement de s'associer aux associations qui mènent des plaidoyers pour la levée d'embargo. Pour elles, le redéploiement et le réarmement des FACA n'offrent pas de garantie de sécurité pour la communauté musulmane qui croit fermement à la thèse d'une extermination programmée des musulmans de la RCA.

Peur des anti-balaka, méfiance contre les forces de sécurité et thèse de la chasse aux musulmans ont servi de trait d'union entre la communauté musulmane et les groupes armés de Pk5. Ceux-ci se montrent alors protecteurs et défenseurs, voire bienfaiteurs des habitants du Pk5, et gagnent leur sympathie et reconnaissance.



Une mosquée du Pk5 / © www.rfi.fr

La thèse d'une "chasse aux musulmans" est soutenue par les groupes armés issus de la Séléka et par les groupes d'autodéfense du Pk5. Pour eux, il se cacherait derrière les mouvements anti-balaka l'intention d'exterminer toute la communauté musulmane. Ces groupes ont recours à ce discours, et en jouant aussi de l'appartenance commune à l'Islam, pour rallier à leur cause la communauté musulmane.

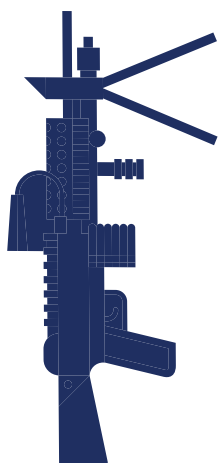
Mais, cette légitimité chèrement acquise par les groupes d'autodéfense s'est progressivement effritée suite aux multiples exactions qu'ils ont fait subir aux habitants de Pk5. La communauté musulmane du Pk5, comme toutes les autres, s'est sentie au fur et mesure quasiment prise en otage par les groupes d'autodéfense.

Les témoignages sont sans appel : les musulmans de Pk5 ont été régulièrement victimes de la part de ces groupes de pillages, de braquages, de vols, de viols, d'assassinats, d'escroqueries de toutes sortes, etc. Les commerçants ont été victimes de taxes illégales et parfois aussi d'opérations ville morte dans laquelle ils ont dû fermer leur magasin sous la menace. Il est parfois même interdit aux populations dans leur ensemble de quitter le quartier.

Les relations se sont alors progressivement tendues entre la communauté musulmane et les groupes d'autodéfense, ce qui a débouché plus tard sur des affrontements armés entre eux. L'exemple le plus illustratif est celui dans lequel le chef de groupe APPO a été tué en novembre 2018 par un commerçant qui refusait, comme tous les autres commerçants du quartier, l'ordre de fermeture de toutes les boutiques de Pk5. Plus encore, ces commerçants se sont ensuite aussi mobilisés pour chasser les miliciens du groupe de leur base. Ceci traduit bien que les communautés de Pk5 supportent de moins en moins la présence des groupes d'autodéfense. Ces groupes sont désormais considérés et qualifiés de "profi-to-situationnistes" qui prennent en otage les habitants du Pk5 pour ne défendre leurs propres intérêts.



Musulmans centrafricains / © www.aa.com.tr



Chapitre III : Groupes d'autodéfense ou bandits armés ?

Les imams, les chefs de quartier, le maire du 3e arrondissement, les marabouts et les leaders d'associations jouent un rôle très important dans la prévention et la gestion du conflit au Pk5. Ils constituent un rare lien entre les différentes communautés habitants le Pk5, les groupes d'autodéfense et avec les autorités gouvernementales. Ce sont les imams et les chefs de quartier qui le plus souvent agissent pour la cohabitation paisible entre les communautés et pour la fin des violences des groupes armés contre les populations. Il peut s'agir des prédications dans les lieux de cultes, des réunions conjointes, des plaidoiries ou des négociations,

Les médiateurs sont parfois obligés de faire face aux groupes d'autodéfense dans des contextes parfois de tensions et de violences. C'est le cas, par exemple, des imams qui, après avoir tenté en vain de conscientiser certains groupes d'autodéfense, ont dû durcir le ton et user de la rhétorique religieuse, au point de les traiter de terroriste, pour tenter de les ramener à la raison.

Les leaders des groupes d'autodéfense ont malgré tout du respect pour les notables, notamment les marabouts et les imams, qui sont les dépositaires de la culture et de la tradition musulmanes. La crainte du symbole (culturel et religieux) est un levier souvent actionné aussi bien par les notables que le gouvernement pour obtenir la reddition et/ou la cessation des exactions commises par des groupes d'autodéfense.

Mais il arrive que les médiateurs soient pris à partie par des groupes d'autodéfense. Cela a été le cas du maire du 3e arrondissement qui a été à plusieurs occasions menacé de mort et dont le domicile a été régulièrement pillé.

III.2 Pour le Gouvernement et la MINUSCA : entre “Groupes d'autodéfense” à “terroristes” ou “bandits armés”

Pendant près de trois ans, soit de 2015 à 2018, la Minusca a considéré les groupes d'autodéfense armés du Pk5 comme des mouvements en charge de la protection des minorités musulmanes. Les discours tenus et les actes réalisés corroborent cette perception. En effet, le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies n'avait pas manqué de relever dans ses discours le rôle ô combien important que jouent les groupes d'autodéfense armés dans la protection de la communauté musulmane de Pk5. S'agissant d'actes, la Minusca a maintes reprises ouvert des négociations avec « Force » et bien

d'autres leaders des groupes d'autodéfense armés du Pk5 pour amener ceux-ci à déposer les armes ou à faire des concessions sur leurs prises de positions.

Pendant cette même période, le gouvernement centrafricain a développé la même approche. Même si le gouvernement durcit parfois son discours vis-à-vis des groupes d'autodéfense, il a régulièrement contribué au financement de ces groupes, utilise l'épithète d'autodéfense dans ses discours et va même jusqu'à recevoir le plus important chef de groupe armé "Force" dans les locaux de la Primature. Tout cela semble légaliser l'action des groupes d'autodéfense qui, semble-t-il, suppléent, avec l'accord tacite des gouvernants, les forces de sécurité au pk5.

Toutefois, l'attaque de la paroisse de Fatima a conduit aussi bien la Minusca que le gouvernement à changer d'approche aussi bien dans les discours que dans les faits. Nous avons remarqué un changement sémiotique dans le choix et l'usage des mots. La Minusca parle désormais des bandits armés⁽⁵⁹⁾ du Pk5, tandis que le Gouvernement ainsi que le Chef de l'Etat, Faustin Archange Touadera font allusion à des "groupes armés" ou encore à "terroristes"⁽⁶⁰⁾. Pourtant, exception faite de l'opération soukala, aucune mesure forte, n'a été prise contre les « bandits armés » ou les « terroristes » qui ont érigé leurs bases à moins de 03 kilomètre de la base administrative de la Minusca et moins de 05 kilomètre de la Présidence de la République.

III.3 Une société civile partagée

Les organisations de la société civile centrafricaines à Bangui sont partagées sur les groupes d'autodéfense armés du Pk5.

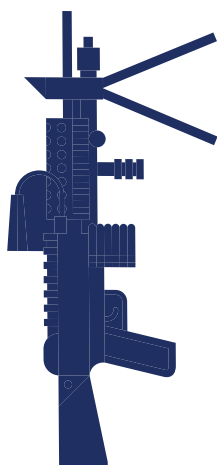
Pour les organisations de défense des droits de l'homme ainsi que bien d'autres organisations, notamment, celles qui défendent les intérêts des femmes, les groupes d'autodéfense de Pk5 ne sont que des groupes de bandits armés. Ce point de vue est fortement influencé par les différentes exactions dont ces groupes seraient coupables. Pour ces organisations, ces groupes doivent simplement être neutralisés.

Pour les organisations musulmanes de Pk5, comme la JICA et la COMUC, ces groupes armés du Pk5 sont considérés avant tout comme des groupes d'autodéfense qui ont su protéger à un moment donné de l'histoire la communauté musulmane. Ici, les appréciations sont fortement influencées par le vécu des acteurs et des objectifs assignés aux organisations auxquelles ils appartiennent.

Ces deux associations musulmanes, JICA et COMUC, sont souvent accusés par l'opinion nationale d'être de connivence avec les groupes armés et les groupes d'autodéfense armés. On leur reproche souvent en particulier leur mutisme face aux dérives des groupes d'autodéfense du Pk5. Ces reproches, bien que fondés, sont justifiés dans la mesure où les leaders d'associations musulmanes sont systématiquement visés par des groupes d'autodéfense pour leurs prises de position. Les responsables de la COMUC et de la JICA ont avoué avoir été à plusieurs occasions menacés par les chefs des groupes d'autodéfense qui les accusent d'avoir comploté avec les autorités politiques.

59. Parfait Ononga Anyanga a qualifié les groupes d'autodéfense armés de Pk5 de bandits armés dans son discours de circonstance le lendemain des tueries de Fatima.

60. Cf. Le discours de Faustin Archange Touadera tenu le 02 mai 2018 lors de l'interview qu'il a accordée aux journalistes au sortir de la visite qu'il a rendue au Cardinal Dieudonné Nzapalainga au lendemain des tueries de Fatima.



Chapitre III : Groupes d'autodéfense ou bandits armés ?

Ainsi, ils sont souvent malgré eux réduits au silence et n'expriment leur point de vue que lors des réunions et des rencontres qui ont lieu en dehors du Pk5 et dont les rapporteurs sont souvent tenus de ne pas les nommer.

Ces divergences de point de vue empêchent aujourd'hui les OSC centrafricaines d'engager des actions communes qui permettent de dénoncer les exactions des groupes d'autodéfense ou d'apporter assistances et soutiens, ne serait-ce que moraux, aux habitants du Pk5.

Paradoxalement, il semble que de nombreuses associations centrafricaines ont fait de la cohésion sociale à Pk5 un véritable marché de l'aide. Plutôt que d'engager des processus de conciliation, solidarité et respect entre les individus et les communautés, elles ne font qu'organiser de petites cérémonies, réunir les gens pour manger, distribuer quelques T-shirts... sans aucunement contribuer à la cohésion sociale du quartier⁽⁶¹⁾. Ces associations se servent de la situation chaotique du Pk5 pour lever des fonds afin d'implémenter des projets sans aucune réelle perspective. La cohésion sociale est devenue malheureusement pour de nombreuses associations une simple stratégie d'accès aux financements faite d'arnaques et d'escroqueries.



Jour de la Tabaski au PK5 / © www.rfi.fr

61. Source : notre enquête, Bangui, janvier 2017.

Des médias responsables de la dynamique conflictuelle au Pk5 ?

La dynamique conflictuelle au Pk5 n'a pas échappé aux feux des médias aussi bien nationaux qu'internationaux au point qu'ils sont à tort ou à raison accusés d'être à l'origine de la complexification et de l'amplification des tensions intercommunautaires au Pk5.

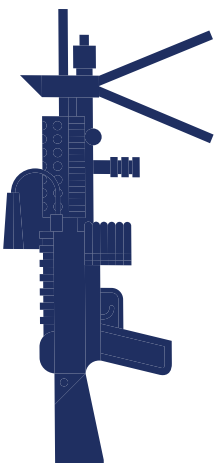
Pourtant, il semble bien que les signes avant-coureurs de la communautarisation du conflit, voire de sa confessionnalisation, étaient bien présents dès le début de l'offensive de la Séléka en décembre 2012. On remarquait déjà à cette époque les germes d'un conflit à relents identitaires et religieux. On a enregistré des actes de destructions et de pillages dans les Eglises lors du passage de la Séléka dans les villes et communes qui tombaient les unes après autres début 2013. En réplique, on a assisté en 2014 à la destruction des mosquées et les tueries de masse dans les communautés musulmanes. Plus tard, ce seront des assassinats de prêtres et de pasteurs.

il y a eu De part et d'autres, des crimes ciblés et nourries d'un sentiment de vengeance ont été commis. Il se cache derrière ces actes de pillages et de destruction des lieux de culte l'intention pour chaque partie de lutter contre l'expansion ou la domination de la religion d'en face. Ils sont également l'expression d'une radicalisation de chaque camp.

Assurément, les médias n'ont donc pas été à l'origine des faits cités ci-dessus, mais ont, en revanche, servi d'éléments d'analyse qui ont abouti à l'intensification du conflit par le fait de la surinterprétation. Pour les médias internationaux, l'apparition des anti-balaka a conduit à la naissance du clivage entre "chrétiens" et "musulmans", entre "centrafricains" et "étrangers" ou encore entre "autochtone" et "allogènes". En janvier 2014, des médias occidentaux, notamment la BBC News Africa⁽⁶²⁾, ont même présenté les citoyens centrafricains comme des "cannibales" et plus généralement comme des sauvages. Ces médias ont illustré ce type de discours à partir d'un cas particulier, celui d'un homme ayant ramassé et porté à sa bouche des restes d'un cadavre d'un individu de confession musulmane qui avait été lynché à la descente d'un minibus à Bangui⁽⁶³⁾. Sans rentrer dans les débats anthropologiques sur la nature de ce soit disant cannibalisme, il faut rappeler que l'homme « cannibale » a posé son acte à la suite de l'assassinat de sa femme enceinte, de sa belle-sœur et du fils de celle-ci.

62. BBC News Africa, « CAR cannibal: Why I eat man's leg », 16 janvier 2014, in www.bbc.com/news/world-africa.

63. Paul-Crescent BENINGA, *op.cit.* p.13.



Chapitre III : Groupes d'autodéfense ou bandits armés ?

Face à ce qu'il convient de qualifier de dérives médiatiques, les médias centrafricains se sont quasiment érigés en donneur de leçons, fustigeant les médias internationaux, les rendant responsable de la communautarisation et de la confessionnalisation des conflits.

Pourtant, l'analyse approfondie des discours des médias nationaux révèle leur manque de professionnalisme de nombreux journalistes centrafricains ainsi que leur parti-pris dans la couverture médiatique qui a fortement participé à l'intensification du conflit intercommunautaire au Pk5.

Le monitoring réalisé par l'équipe OMCA-Internews Network révèle des insuffisances notoires dans les contenus d'informations. Un schéma sémantique du discours de haine relatif au conflit communautaire présent dans les médias centrafricains en avril/mai 2014 a été réalisé par Internews Network :

- «Victimisation de la communauté chrétienne ;
- Absence d'évocation des exactions contre les membres de la communauté musulmane ;
- Amalgame entre les miliciens de la Séléka et membres de la communauté musulmane ou déni de l'existence de la communauté musulmane centrafricaine ou identification des « vraies » Centrafricains aux membres de la communauté chrétienne ;
- Appel à une réaction violente et vigoureuse des membres de la communauté chrétienne⁽⁶⁴⁾».

Ces propos sont en grande partie relayés par la presse écrite dont la plus part des reporters ne sont pas formés au journalisme sensible au conflit. Outre les insuffisances, il y a une volonté délibérée des journalistes à tenir des propos incendiaires, susceptibles de révolter soit les non-musulmans, soit la communauté musulmane. Le choix des vocabulaires témoigne de ce que la presse écrite dans sa majeure partie appelle à un conflit interconfessionnel, intercommunautaire opposant musulmans et chrétiens ou Centrafricains et étrangers.

64. Internews Network, *Les contenus médiatiques dans la crise centrafricaine : état des lieux et pistes pour des interventions relatives à la paix et l'amélioration de la gouvernance*. Rapport mai 2014, p.6.

Conclusion : Deux scenarii ou une seule voie de sortie de crise au PK5 ?

Des groupes diminués

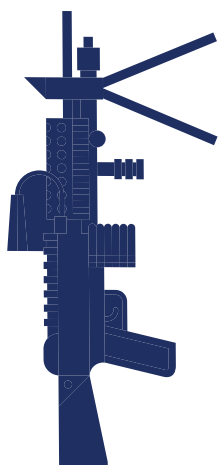
Il existe bien deux grandes catégories de mouvements d'autodéfense : d'une part, les mouvements d'autodéfense villageois, souvent désintéressés, contre la colonisation d'abord, et les razzias esclavagistes ensuite et plus récemment contre les zaraguina. D'autre part, les politiques Centrafricains ont, à partir des années 1980, créé des milices armées qui n'avaient pas pour objectif de s'auto défendre et, encore moins, de défendre une communauté quelconque, mais plutôt de secourir un régime confronté à une crise sociale, politique ou militaire. La mise en place de ces milices armées a participé à la (ré)émergence des groupes d'autodéfense armés qui ont pour particularité d'élire domicile cette fois-ci dans des zones urbaines. Ces groupes d'autodéfense armés sont devenus progressivement des instruments au service des politiques au point d'agir souvent par procuration.

Il existe en 2018 au Km5, au moment de notre étude, cinq groupes d'autodéfense armés relativement bien structurés et une multitude de petits groupes qui s'y affilient selon les circonstances et jouent souvent les petites mains pour les premiers. La composition de ces groupes armés est basée sur des réalités ethniques et leurs connexions politiques avec les leaders des groupes armés, membres de la séléka. Ils ont longtemps été considérés comme des défenseurs de la communauté musulmane de Km5 aussi bien par la communauté elle-même que par le Gouvernement et la MINUSCA. Malgré leurs postures critiques envers ces groupes, qui ont satisfait l'opinion publique bangouaise, les autorités publiques ont soutenu financièrement ces groupes, en reconnaissant ainsi leur rôle de maintien de l'ordre et de la sécurité dans le quartier alors que la puissance publique était incapable de les assurer par elle-même à cette époque.

Si la peur toujours bien présente d'une reprise des attaques contre leur communauté laisse encore un espace à ces groupes pour laisser croire à leur utilité dans le quartier, ils ont perdu progressivement leurs crédits au sein de la communauté musulmane en faisant régner la terreur et en instaurant des pratiques plus proches du banditisme que de la protection des populations. Les autorités et la MINUSCA ont également changé de regards sur ces groupes après l'attaque de l'Eglise de Fatima. L'opération Sokoula contre le groupe de Force, malgré son échec patent, marque bien ce changement d'attitude. A partir de ce moment-là, ces groupes ont été considérés par les autorités publiques comme des forces négatives à la paix et leur suspendront toutes formes de soutien. L'apaisement progressif de la situation sécuritaire et le processus de négociation, qui a amené à l'accord dit de Khartoum signé à Bangui en février 2019, ne justifiaient plus en effet aucune forme de soutien à ces groupes de la part du Gouvernement.

Tous les leaders des groupes d'autodéfense armés semblent s'accorder sur le fait que la crise centrafricaine était bien une crise politique qui, par des manipulations politiques, s'est retrouvée sur un terrain confessionnel. Ils estiment tous que la religion a servi de prétexte pour alimenter les tensions intercommunautaires et confessionnelles. Bien que conscients de ce que l'origine de la crise centrafricaine soit éminemment politique, les groupes d'autodéfense ont participé pourtant activement à sa confessionnalisation et à sa communautarisation.

On peut s'interroger sur le devenir de ces groupes d'autodéfense de Km5. On peut dégager deux principaux scénaris : le premier est celui d'une politique de désarmement forcé et le second, renvoie à une logique volontaire d'autodissolution assortie de la mise en place du DDR.



Vers le désarmement forcé ?

Le désarmement forcé est une hypothèse soutenue par l'opinion publique banguiquoise exaspérée par ce foyer d'insécurité que font régner, selon elle, ces "bandes armées" sans aucune légitimité. Pourtant cette hypothèse est difficile à soutenir.

Elle supposerait d'abord, pour rassurer les habitants du Pk5 qui redoutent des éventuelles représailles des groupes anti-balaka, de procéder de façon simultanée au désarmement de tous les groupes armés de tout bord et dans tous les arrondissements. Ce qui est sans doute impossible aujourd'hui.

Un désarmement forcé ferait peser aussi des risques graves sur les populations civiles du quartier. Les habitants du Km5 demeurent marqués par l'échec de l'opération soukala qui aurait en effet occasionnée de nombreuses pertes en vies humaines parmi les populations civiles. Les leaders d'opinion du Pk5 avaient publiquement accusé les FDS d'avoir commis de nombreuses forfaitures lors de cette opération. Le lendemain de l'opération, le responsable de la JICA avait d'ailleurs violemment accusé, sur le plateau de la télévision Vision 4 RCA, les FDS d'avoir commis de nombreux actes de pillages et d'avoir volontairement pris pour cible la communauté musulmane du Pk5. Des cadavres de l'opération soukala avaient été aussi exposés devant la MINUSCA par la communauté musulmane du Pk5 qui voulait dénoncer ce qu'elles considéraient comme des exactions de la force internationale.

Pour éviter de telles bavures qui entacheraient l'image des forces de défense et de sécurité, l'opération du désarmement forcé ne pourrait se faire qu'en associant les habitants, ce qui signifierait que les groupes d'autodéfense seraient informés et pourraient prendre leurs dispositions pour faire échouer une fois de plus l'opération.

Une opération de désarmement forcée serait donc une opération compliquée à mettre en œuvre en milieu urbain et qui ferait poser un risque important sur les populations civiles, en particulier musulmane, et par là à toute politique de paix et de réconciliation.

Vers l'autodissolution ?

Plusieurs facteurs militent pour l'hypothèse d'une progressive autodissolution des groupes d'autodéfense armés du Pk5. Ce sont le redéploiement progressif des FACA, l'assassinat de Mahamat Tahir dit APPO, le délogement de sa base par un groupe de commerçants du Km5 ainsi que la défection de nombreux éléments de "FORCE" lui-même physiquement affaibli depuis de longs moments par de graves problèmes de santé.

Le redéploiement progressif des FACA marque en effet le retour progressif de l'autorité de l'Etat sur la scène politique et constitue par la même occasion une source d'inquiétude pour les groupes d'autodéfense dont certains éléments commencent à faire défection, quittant la ville de Bangui pour trouver refuge dans les zones frontalières avec le Tchad ou le Cameroun. Les défections rendent davantage vulnérables les leaders des groupes d'autodéfense dont la marge de manœuvre s'est considérablement réduite au point d'envisager une sorte de reddition négociée.

La dynamique de résistance mise en place par un groupe de commerçants au Pk5 a révélé l'affaiblissement des capacités de nuisance des groupes d'autodéfense et rendu désormais difficile la perception et la collecte des taxes et des impôts auprès des commerçants du Pk5. Avec la suspension des finan-

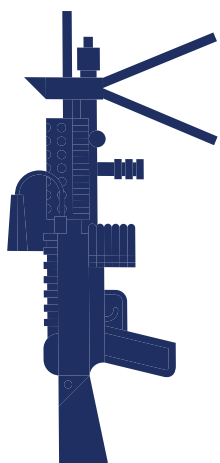


Les commerçants du PK5 ne veulent plus des groupes armés / © www.bbc.com

cements du gouvernement, il devient dès lors difficile aux responsables en chefs des groupes d'autodéfense de lever des fonds permettant d'entretenir des hommes sur le terrain.

C'est dans cette optique que s'inscrit l'appel lancé par FORCE au Gouvernement au cours du dernier trimestre de l'année 2018 en vue d'une coopération entre groupes d'autodéfense et forces de sécurité intérieure.

Cet appel semblait marquer la volonté de Force à œuvrer désormais pour la pacification du Pk5, considéré d'abord comme le bastion des groupes armés puis celui des groupes d'autodéfense. Alors que les groupes d'autodéfense de PK5 avaient coutumes de réagir rapidement contre les populations non-musulmanes du quartier lorsque les FDS et/ou les soldats de la MINUSCA attaquaient les positions des groupes armés membre de la séléka dans l'arrière-pays, ils n'ont pas réagi cette fois-ci lors le démantèlement de la base de l'UPC les 10 et 11 janvier 2019 à Bambari par les contingents portugais et népalais, appuyés par les FACA. Il s'agirait pour eux de faire la preuve de leur bonne foi de s'abstenir désormais de tout acte susceptible d'être interprété comme un bras de fer avec le gouvernement aux dépens de toute dynamique de paix.



Tout cela semblait démontrer la capacité de Force à se repositionner dans les nouveaux rapports de force qui se dessinent progressivement en cherchant à se rapprocher des autorités publiques et en se démarquant en même temps des groupes armés du nord du pays qui continuent eux de commettre des forfaits auprès des populations.

Les leaders des groupes d'autodéfense armés du Pk5 auraient donc envisagé, par le mécanisme d'autodissolution, une porte de sortie pacifique qui leur garantirait la liberté

d'aller et venir. Cette stratégie se heurtait à deux obstacles. D'abord elle était conditionnée à la politique officielle d'impunité du Gouvernement puisque des mandats d'arrêt avaient été lancés contre certains leaders, notamment contre FORCE.

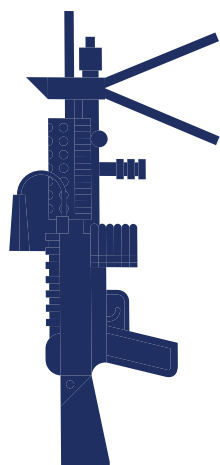
L'autre obstacle est que les éléments de FORCE et d'APPO ayant fait défection constituent aujourd'hui une véritable source d'insécurité dans la mesure où il est difficile de les identifier et se seraient retirés avec leurs matériels de guerre. Cela réduirait la portée d'une collecte d'armes dans le cadre d'un DDR qui accompagnerait ce processus d'autodissolution.



Groupe armé à Bangui / © www.rfi.fr

BIBLIOGRAPHIE

- **Ben Arous Michel**, *Médias et conflits en Afrique*, Karthala, Paris, 2001.
- **Beninga Paul-Crescent**, « Crise Centrafricaine : Du conflit politico-militaire à un conflit interreligieux? », Bangui, article en libre accès sur l'internet, 2017.
- **Beninga Paul-Crescent ; Manga Essama DG ; Mogba Zéphirin** ; *Persistance de la crise en République Centrafricaine*, comprendre pour agir, Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung, décembre 2017.
- **Burnham, Philip; Christensen, Thomas**, « Karnu's Message and the 'War of the Hoe Handle': Interpreting a Central African Resistance Movement », in *Africa: Journal of the International African Institute*, 1983.
- **Ceriana Mayneri Andrea**, « La Centrafrique, de la rébellion séléka aux groupes anti-balaka », in *Politique Africaine*, N° 134, Paris, Karthala, 2014.
- **Chauvin Emmanuel et Seignobos Christian**, « L'imbroglie centrafricain, Etat, rebelles et bandits », in *Afrique Contemporaine*, n° 248, 2013, PP. 119-148.
- **Conseil Danois pour les Réfugiés**, *Analyse à base communautaire des perceptions des dynamiques conflictuelles des populations du Km5*, Bangui, R.C.A, Rapport d'étude, mai 2015.
- **Debos Marielle**, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement d'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013.
- **Emmanuel Chauvin**, *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?*, rapport d'étude réalisé pour l'Observatoire Pharos, à la demande de l'Agence française de développement.
- **Giles-Vernick Tamara**, *Cutting the Vines of the Past: Environmental Histories of the Central African Rain Forest* Charlottesville: University of Virginia Press, 2002.
- **International Crisis Group**, *Centrafrique, les racines de la violence*, Rapport Afrique n° 230, Septembre 2014.
- **Internews Network**, *Les contenus médiatiques dans la crise centrafricaine : état des lieux et pistes pour des interventions relatives à la paix et l'amélioration de la gouvernance*. Rapport d'étude, mai 2014.
- **Kalck Pierre**, *Histoire de la République Centrafricaine*, Paris, 1997.



- **Lavergne Marc**, « Résoudre un conflit sans en chercher les causes ? La RCA entre imposture et amnésie », in *Journal International de Victimologie*, 2014.
- **Malagardis Maria**, « En Centrafrique, la mission de l'ONU est le bouc-émissaire idéal », in *Libération*, parue le 30 novembre 2018.

- Monographie du 3ème arrondissement de la ville de Bangui, Mairie de Bangui. Comité Administratif du 3ème arrondissement, 2007.
- **Nzabakomada-Yakoma Raphaël**, *L'Afrique centrale insurgée. La guerre du Kongo-wara 1928-1931*, Paris, L'Harmattan, 1986.
- **Observatoire Pharos**, *Comprendre la crise centrafricaine*, rapport d'étude publié en 2014.

Webographie

- **Universalis**, « République Centrafricaine. Intervention de l'armée française contre une nouvelle mutinerie », in www.universalis.fr, consulté le 17/10/2018.
- **Bokongo**, « L'innocence : « une bombe à retardement », in <http://guini.mondoblog.org/>, consulté le 17.10.2010.
- **BBC News Africa**, « CAR cannibal: Why I eat man's leg », 16 janvier 2014, in www.bbc.com/news/world-africa.
- « Centrafrique : Le premier ministre accuse la Minusca de passivité lors de l'attaque d'Alindao », in www.rjdh.org, consulté le 03/12/18.

Ce travail a été réalisé avec le soutien du :



**CCFD-Terre Solidaire
4, rue Jean Lantier
75001 Paris
Site web : <http://ccfd-terresolidaire.org>**

Montage et Mise en page : Jérôme CHAUMARD

*4ème de couverture : Bangui, PK5, RCA, 2016
© Thierry Brésillon pour le CCFD-Terre Solidaire*

Dynamiques des groupes d'autodéfense armés du Km5

par Paul Crescent BENINGA

